

Roadmap pour une
prospérité durable

En Route!

A stylized landscape illustration in shades of green and blue. The background is a light green gradient. In the foreground, there are rolling hills and a body of water. A white road winds through the landscape, starting from the bottom left and curving towards the center. The text 'En Route!' is written in large, bold, blue letters across the middle of the image, with the hills and water appearing to be behind it. The overall style is clean and modern.

Compétitivité	8
Une politique industrielle ambitieuse comme condition pour une Région d'innovation de premier plan	
R&D&I	14
Continuer à renforcer l'écosystème de l'innovation	
Climat entrepreneurial	22
Soutien des pouvoirs publics pour un meilleur climat entrepreneurial	
Commerce international	28
Positionner la Flandre comme un leader mondial de l'innovation	
Marché du travail	34
Activer les talents et encourager les emplois épanouissants	
Éducation & formation	40
Considérer le développement des talents comme le fondement de notre économie de la connaissance	
Digitalisation	46
Cap sur la décennie numérique	
Télécoms	54
Faciliter le déploiement d'une infrastructure numérique de pointe	
Énergie & climat	60
Se préparer à la transition énergétique et climatique	
Économie circulaire & environnement	68
Retour aux sources : rationaliser la politique environnementale et saisir les opportunités circulaires	
Défense	76
Offrir à notre industrie de la défense des conditions de concurrence équitables	

L'industrie technologique : moteur de la prospérité en Flandre

Avec plus de 10 000 entreprises, 223 000 travailleurs et 10,5 % du produit régional brut, l'industrie technologique est l'un des bastions de l'économie flamande. En outre, le secteur est fortement axé sur l'international : sur les 114 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, la moitié est réalisée grâce aux exportations.

En 2022, l'industrie technologique a investi 2,6 milliards d'euros et les dépenses en Recherche et Développement se sont élevées à plus de 3 milliards d'euros. En d'autres termes, le secteur innove en permanence pour rester à la pointe du progrès et créer une prospérité durable en Flandre.

Un tissu industriel solide : quelques points d'attention

Notre esprit d'entreprise, le savoir-faire de nos collaborateurs, la présence d'universités, d'écoles supérieures et de centres de recherche et de connaissance de renommée internationale, les incitants fiscaux à la R&D, notre situation logistique, la symbiose industrielle... Tout cela contribue à la solidité du tissu industriel dont notre région peut se targuer.

Parallèlement, la pandémie et la crise énergétique ont mis en évidence la vulnérabilité de cet écosystème. Il suffit de penser à notre dépendance énergétique et matérielle à l'égard d'un groupe restreint de pays. Nos entreprises ont été durement touchées ces dernières années, mais elles ont très bien résisté ou se sont rapidement rétablies.

Un avenir incertain pour notre économie de la connaissance

Notre compétitivité reste cependant sous pression et la pénurie de talents freine de plus en plus la croissance des entreprises. De plus, aucune amélioration n'est en vue dans un avenir proche. Les personnes techniquement qualifiées méritent donc de toute urgence d'être davantage valorisées dans notre société. Nous continuons également à obtenir de mauvais résultats en matière d'apprentissage tout au long de la vie, alors que l'évolution technologique rapide exige de plus en plus de nouvelles compétences.

Par ailleurs, pour attirer les investissements internationaux, la Flandre est souvent perdante dans la course aux subsides. En outre, la disponibilité d'une énergie abordable à l'avenir donne des maux de tête à nos entrepreneurs, tout comme la vague de réglementations européennes à venir.

Roadmap pour une prospérité durable

Nous devons favoriser et ancrer l'industrie technologique en Flandre. Elle est l'épine dorsale de notre économie. C'est pourquoi nous partageons dans ce mémorandum un certain nombre de solutions et de recommandations pour renforcer notre industrie et l'ancrer durablement dans notre région.

La condition préalable : un gouvernement flamand ambitieux, doté d'une vision à long terme, qui mène des politiques décisives et fixe les bonnes priorités. Un gouvernement « en forme » figure également en bonne place sur la liste des priorités. Un gouvernement qui maîtrise ses dépenses, qui se concentre sur ses tâches essentielles, qui met un terme à l'hyperrégulation et qui s'emploie à simplifier l'administration.

Enfin, la collaboration est plus importante que jamais pour un avenir durable. Entre les ministres, les domaines politiques et les niveaux politiques en premier lieu. Mais aussi entre les pouvoirs publics et les acteurs publics et privés. Nous sommes prêts à entamer un dialogue dans les mois à venir. Et vous pouvez compter sur nous en tant que partenaire solide au cours de la prochaine législature.

En route !



Jolyce Demely,
Directrice Agoria Flandre



Tim Berckmoes,
Président Agoria Flandre

Compétitivité

Une politique industrielle ambitieuse comme condition pour une Région d'innovation de premier plan



Il est temps de changer de route

Avec un taux d'emploi des 20-64 ans de 76,7 % et un PIB par habitant de 40 000 euros, la Flandre est une région prospère. Notre région peut donc se targuer d'avoir un tissu industriel fort de plus de 100 entreprises pour 1 000 habitants (source : Vlaanderen in cijfers, juin 2023).

100
entreprises/
1000
habitants

La Flandre peut s'enorgueillir d'avoir un tissu industriel solide, avec pas moins de 100 entreprises pour 1 000 habitants.

(Source : Vlaanderen in cijfers, juin 2023)

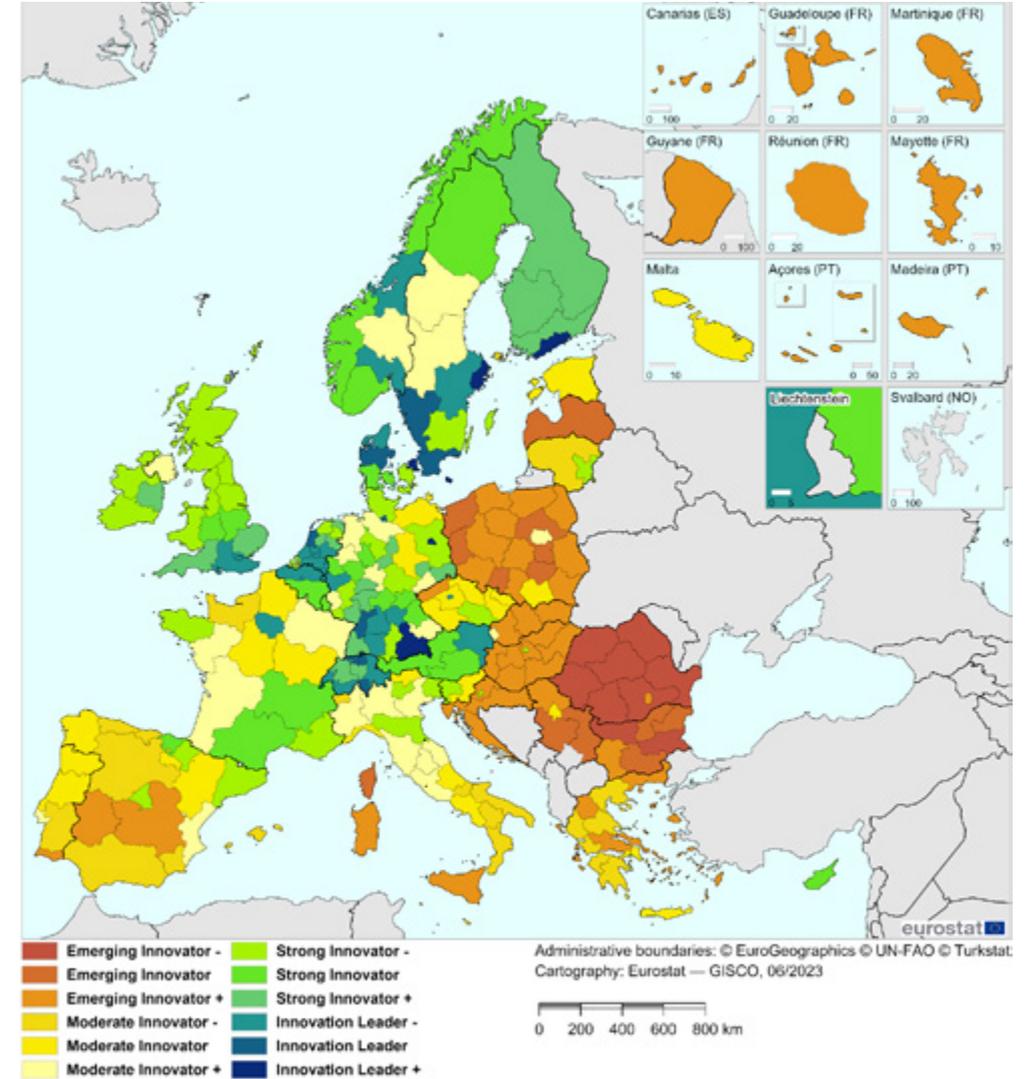


Un aimant pour les investissements en R&D

En outre, les entreprises, les institutions de connaissance et les centres de recherche flamands sont souvent à l'origine d'innovations à l'échelle mondiale. Ce faisant, ils sont dans le viseur des investisseurs internationaux, selon les chiffres de Flanders Investment & Trade (FIT). La part des investissements étrangers dans la recherche et le développement (R&D) est historiquement élevée. Ensemble, ils représentent un quart de la création d'emplois associée et de l'ancrage de la connaissance, du savoir-faire, de l'industrie et donc de la prospérité.

La Flandre, leader de l'innovation en Europe

En juillet 2023, la Commission européenne a publié la dernière version du Regional Innovation Scoreboard, qui analyse 240 régions européennes. La Flandre s'y classe au 23e rang et fait partie du premier groupe de leaders en matière d'innovation, soit quatre places de mieux que lors de la précédente évaluation en 2021.



Conditions préalables à une Flandre compétitive

La Flandre atteint donc des sommets et peut à juste titre en être fière. Avec le projet Flanders Technology and Innovation (FTI), le gouvernement crée un élan pour positionner la Flandre comme une région innovante de premier plan, en mettant l'accent sur Industrie 4.0 et Factories of the Future (FoF).

Pour maintenir notre position de région innovante de premier plan dans le futur, il est important que certaines conditions préalables déterminantes soient remplies. Par exemple, des infrastructures numériques (5G, fibre optique) et logistiques solides sont indispensables pour que le développement ultérieur d'Industrie 4.0 soit couronné de succès.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Positionnement en tant que région d'innovation de premier plan

Agoria pense que la Flandre devrait saisir l'élan de Flanders Technology & Innovation (FTI) pour aussi positionner notre région au niveau mondial en tant que région de premier plan pour Industrie 4.0. Il faut également unir nos forces avec d'autres régions et pays, et rechercher des partenariats (voir également le chapitre [Innovation](#)).

#2 Poursuite du Vlaams IndustrieForum

Agoria demande la poursuite de cette formule de concertation efficace au cours de la prochaine législature afin de parvenir à une politique industrielle intégrée et structurée.

#3 Catalyseur pour un plus grand nombre d'inscriptions aux formations STEM

Selon Agoria, le lancement de Flanders Technology & Innovation (FTI) va susciter l'enthousiasme des jeunes à se former dans les domaines STEM, et encourager les professionnels à se tourner vers les emplois de l'industrie technologique. Ces deux facteurs sont essentiels pour nourrir notre économie de la connaissance avec un vivier de talents suffisant. Cette initiative offre également l'opportunité de valoriser davantage les individus possédant des compétences technologiques. Il est primordial que FTI ne soit pas seulement une initiative ponctuelle, mais qu'elle soit pérennisée afin de maintenir l'attention nécessaire sur ces emplois technologiques (voir également le chapitre [Éducation & formation](#)).

#4 Un mix politique ciblé

Agoria estime que le gouvernement flamand devrait continuer à se concentrer sur la recherche et le développement, par le biais d'un financement intelligent et accessible, accompagné d'une sécurité juridique et d'incitants fiscaux suffisants.

Technology for a better world

La compétitivité est une interaction de plusieurs facteurs. Dans un pays fédéral comme la Belgique, ces leviers sont également répartis entre différents niveaux politiques. La Flandre dispose d'un tissu industriel solide avec une grande diversité d'entreprises, grandes et petites. Si nous voulons réaliser notre ambition de créer une valeur ajoutée durable, il est crucial que la Flandre continue à garantir des conditions-cadres favorables dans ses domaines de compétence, tels que l'innovation et l'enseignement.

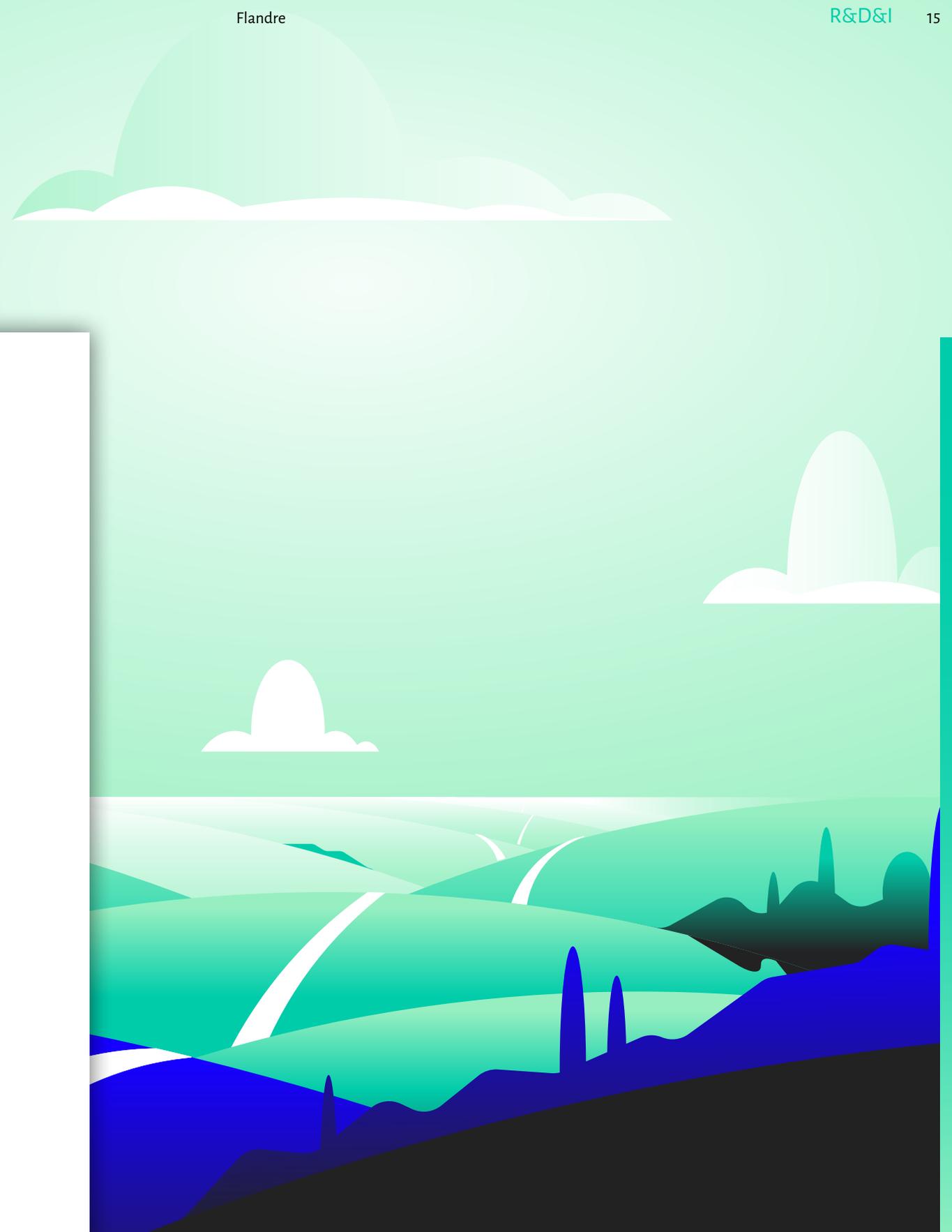
R&D&I

Continuer à renforcer
l'écosystème de l'innovation



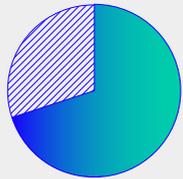
Il est temps de changer de route

La Flandre est dans le peloton de tête européen en termes d'innovation et dispose de nombreux atouts pour renforcer cette position. Il suffit de penser à la capacité d'innovation des grandes entreprises et des PME, à notre soutien aux start-ups et aux scale-ups, à l'écosystème des clusters de pointe, aux centres de recherche stratégiques, etc. Toutefois, il sera crucial de faire des choix politiques encore plus clairs, de renforcer davantage l'écosystème existant et de valoriser les innovations.



La politique d'innovation est trop fragmentée

Actuellement, 70 % du financement de l'innovation en Flandre va à des idées novatrices au sein d'entreprises ou d'institutions de connaissance qui pourraient à terme déboucher sur une percée. Ce financement ascendant porte ses fruits, mais il pourrait fonctionner encore mieux s'il allait de pair avec une politique d'innovation axée sur une mission dans le contexte flamand, avec ses chaînes de valeur et ses atouts existants.



70 %

du financement de l'innovation en Flandre va à des idées novatrices au sein d'entreprises ou d'institutions de connaissance.

Par ailleurs, l'alignement sur les missions européennes visant à relever les grands défis sociétaux est encore trop faible. Il suffit de penser aux récentes initiatives de l'European Green Industrial Plan, telles que le Net Zero Industry Act et le Critical Raw Materials Act. Nous demandons donc qu'un choix positif soit posé par rapport aux projets stratégiques et d'avenir tels que l'éolien offshore et l'hydrogène, mais aussi qu'une attention soit portée aux écosystèmes nouveaux et existants autour de la microélectronique et de la mécatronique. L'European Chips Acts offre aux entreprises flamandes de nombreuses possibilités de se positionner en tant que précurseurs.

La Flandre dans le peloton de tête européen, mais il y a encore du pain sur la planche

En juillet 2023, la Commission européenne a publié la dernière version du Regional Innovation Scoreboard, qui analyse 240 régions européennes. La Flandre s'y classe au 23^e rang et fait partie du premier groupe de leaders en matière d'innovation, soit 4 places de mieux que lors de la précédente évaluation en 2021.

Les entreprises flamandes, les institutions de la connaissance et les pouvoirs publics ont investi ensemble 3,65 % du PIB dans la recherche et le développement en 2021, ce qui représente 10,8 milliards d'euros. Ce chiffre est plus que conforme à la norme dite des 3 %. Mais les pouvoirs publics ne représentent que 0,8 % de ces investissements. Le secteur privé reste donc le moteur de l'innovation financière. En d'autres termes, la Flandre devra apporter une contribution plus importante à l'avenir pour renforcer notre avance européenne.

En outre, il est également important que le niveau fédéral maintienne ses efforts en matière de R&D (par exemple, le système de retenue fiscale pour la R&D. Voir le mémorandum fédéral à ce sujet.)

Une plus grande diffusion et une meilleure valorisation sont nécessaires

Bien que le moteur flamand de l'innovation tourne de plus en plus vite, un avis récent du SERV (Conseil économique et social de la Flandre) montre que seul un nombre limité d'entreprises en profitent encore. Cela est dû au fait qu'une part trop importante du budget n'est pas dépensée en fonction de la demande et/ou de la mission. En d'autres termes, les institutions du savoir mènent encore trop souvent des recherches sans lien avec les besoins des entreprises et la valorisation des résultats de la recherche ne fait pas l'objet d'efforts suffisants.

Renforcer le paysage de l'innovation en optimisant les moyens

Dans l'ensemble, les entreprises sont très satisfaites du fonctionnement et du soutien de l'agence VLAIO. Elle fournit des conseils et un soutien de qualité à nos entreprises grâce à des procédures claires. Au cours de la prochaine législature, elle aura également un rôle important à jouer dans la gestion du soutien aux innovations dans les entreprises.

L'agence VLAIO et le gouvernement flamand ont mis en place des trajectoires politiques autour de l'IA et de la cybersécurité au cours des cinq dernières années. Il est indispensable de prolonger ces trajectoires pour accroître la maturité des entreprises flamandes dans ces domaines. Le besoin d'un espace d'expérimentation autour de la 5G, du Wi-Fi 6.0 et d'autres technologies de connectivité est également plus important que jamais.

Il n'y a pas qu'en Flandre qu'il existe de nombreuses possibilités de subventions pour les entreprises. Il existe également une série d'aides financières européennes pour la recherche et l'innovation, comme le programme Horizon Europe. Cependant, nous constatons que malgré l'existence de National Contact Points (NCP) et d'organisations telles que VLEVA, les entreprises flamandes ne trouvent pas toujours le chemin vers les programmes de subventions européens. Il est donc important de sensibiliser davantage les entreprises et de veiller à ce que ces NCP connaissent également les entreprises flamandes qui peuvent demander ou demandent des subventions européennes. La Flandre devrait renforcer le fonctionnement des NCP afin qu'ils soient beaucoup plus proactifs vis-à-vis des entreprises et qu'ils les soutiennent lorsqu'elles soumettent des projets d'innovation européens.

Les start-ups et les scale-ups pourraient bénéficier d'un coup de pouce

Ces dernières années ont été des années record pour la Flandre en termes de financement par capital-risque. Les start-ups ont levé plus de 550 millions d'euros en 2021 et plus de 705 millions d'euros en 2022, soit un quasi-triplement par rapport à 2017. Bien qu'il s'agisse de nouvelles positives pour l'écosystème des start-ups en Flandre, il est devenu beaucoup plus difficile notamment en raison de l'inflation pour les start-ups et les scale-ups flamandes de trouver suffisamment de capital de croissance en 2023. Le financement de nos start-ups à forte croissance reste une préoccupation.

Agoria se réjouit de l'initiative récente de FIT, Startup.Flanders, qui met l'accent sur la promotion de notre écosystème flamand de start-ups et de scale-ups à l'échelle internationale. Cette initiative était nécessaire depuis longtemps. Cependant, nous soulignons également l'importance de renforcer le marketing et d'offrir des incitations (fiscales) pour rendre la Flandre plus attractive, tant pour nos talents nationaux que pour les talents internationaux, afin qu'ils puissent développer leurs entreprises technologiques avec succès en Flandre.

Il est donc important de garder à l'esprit que des mesures (fédérales) telles que la réduction des rémunérations sous forme de droits d'auteur (l'un des rares incitants dont nous disposons dans notre pays) et une réforme fiscale qui fait fuir nos investisseurs des entreprises technologiques compromettent les efforts déployés pour renforcer notre écosystème.

Si nous voulons faire le poids dans la guerre internationale des talents et donner toutes leurs chances à nos petites entreprises, qui sont les employeurs de demain, nous devons prendre des mesures plus audacieuses et plus visibles.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Investir de manière ciblée

- Amener la Flandre au sommet des régions européennes et ambitionner d'en faire la première région d'innovation d'ici 2030.
- Déterminer quelles sont les chaînes de valeur orientées vers l'avenir en Flandre qui sont leaders au niveau mondial et les écosystèmes qui y sont liés. Les soutenir au maximum et attirer aussi des investissements dans ces chaînes de valeur. Créer ainsi un mélange sain entre une politique d'innovation axée sur une mission et une politique d'innovation ascendante.
- Continuer à investir dans l'intelligence artificielle et la cybersécurité et étendre les plans politiques actuels. En outre, compléter les plans politiques par un nouveau programme d'impulsion sur la connectivité, afin que les entreprises flamandes puissent commencer à travailler pleinement sur les nombreux avantages des dernières technologies de communication telles que la 5G et la 6G.
- Assurer une meilleure coordination des différents programmes existant en Flandre, en particulier pour les start-ups et les scale-ups. Coordonner les efforts pour faire de la Flandre un centre d'innovation et d'entrepreneuriat et maximiser l'impact des investissements dans l'écosystème des start-ups.
- Soutenir pleinement les petites et grandes entreprises flamandes dans leurs besoins d'innovation. Après tout, c'est ce mélange d'entreprises de tailles différentes dans divers secteurs qui crée une activité économique précieuse en Flandre.

#2 Optimiser les instruments

- Fournir une interprétation plus large des innovations qui peuvent bénéficier d'un soutien, en considérant non seulement l'innovation technologique, mais aussi l'innovation des processus et des modèles d'entreprise. Examiner plus avant de quelle manière la technologie pour un travail faisable peut s'inscrire dans le cadre de l'aide à l'innovation actuelle.
- Lors de l'octroi d'une aide par l'intermédiaire de l'agence VLAIO, il convient de viser une simplicité maximale et de maintenir une approche à bas seuil. Veiller également à une coordination préalable avec les entreprises lors des modifications de modalités ou de l'introduction de nouveaux instruments de soutien et les associer à l'évaluation des instruments.
- Renforcer et mieux faire connaître les National Contact Points (NCP) aux entreprises afin qu'elles puissent utiliser au mieux les programmes de subventions européens et recevoir des conseils plus approfondis lorsqu'elles soumettent une proposition de projet.

- Utiliser les règles européennes plus souples en matière d'aides d'État et les appliquer plus souples en Flandre également, à la fois en termes de projets admissibles et d'augmentation des taux d'aide.

Rester engagé dans des programmes collectifs pour un groupe cible d'entreprises en transformation. En plus de la diffusion (de technologies matures), prévoir un espace suffisant pour la construction de connaissances collectives.

#3 Miser sur la valorisation et la diffusion

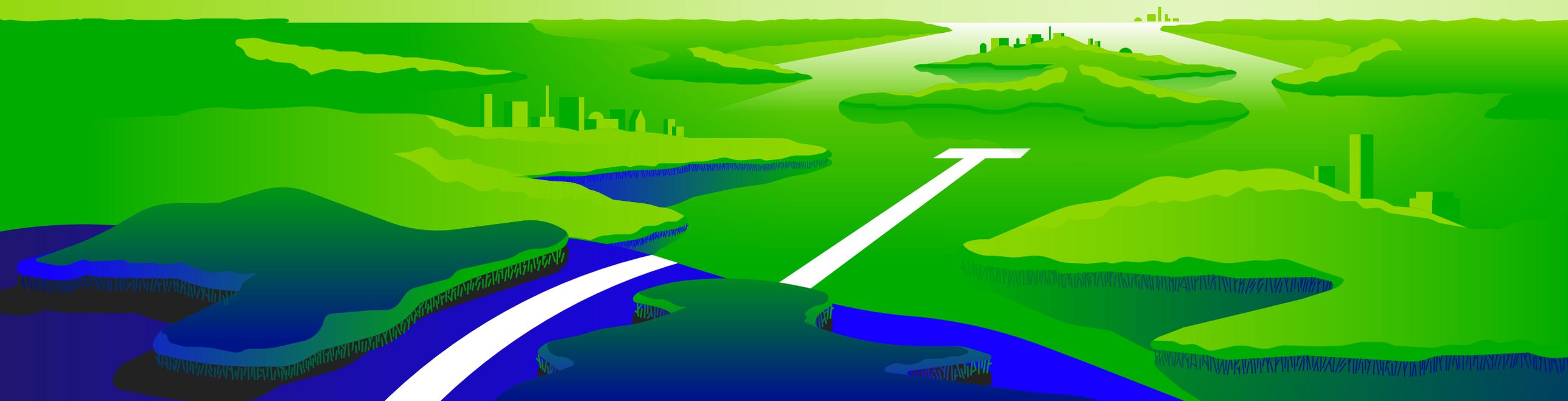
- Consacrer davantage d'efforts à la valorisation et à la diffusion des connaissances au sein des universités et des centres de recherche stratégiques, par exemple en mettant en place un conseil consultatif industriel dans le giron des universités et des institutions de la connaissance. Cela leur permettrait de tester et d'aligner les feuilles de route de la recherche sur les besoins et les exigences de nos entreprises. Une coopération étroite avec les partenaires de la valorisation, tels que les centres de recherche collective et les fédérations sectorielles, pourrait également s'avérer utile.

Technology for a better world

L'innovation touche plusieurs des 12 domaines d'impact de la stratégie de développement durable d'Agoria. En tant qu'industrie technologique, nous voulons créer autant de valeur ajoutée que possible pour la société. Outre notre contribution économique à la prospérité et à l'emploi en Belgique, nous maximisons également notre valeur ajoutée sociale par le biais de développements technologiques dans les domaines de la santé et du bien-être, de la sécurité, de la société numérique, de la transition climatique...

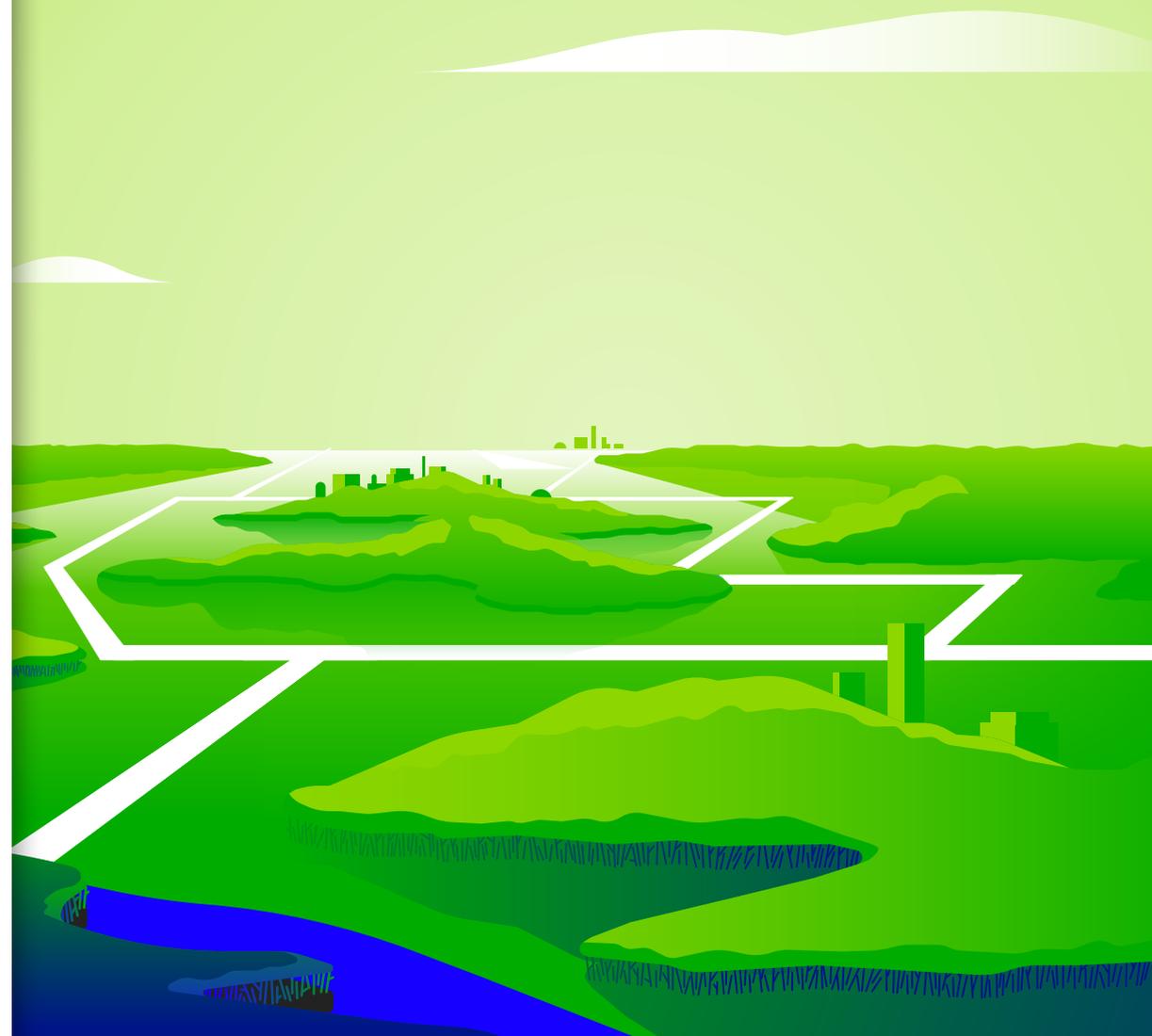
Climat entrepreneurial

Soutien des pouvoirs publics pour un meilleur climat entrepreneurial



Il est temps de changer de route

En tant que moteur de l'activité économique et de l'innovation, les entreprises technologiques créent des niveaux élevés de prospérité et de bien-être. Mais le tsunami de normes et de réglementations européennes freinent de plus en plus l'activité économique et la capacité d'innovation. En outre, le gold-plating aux niveaux national et régional crée des conditions de concurrence inégales, même au sein du marché unique de l'UE. Une politique accessible en matière de licences et de subventions et une fiscalité stable sont des conditions minimales pour un environnement commercial plus attrayant.

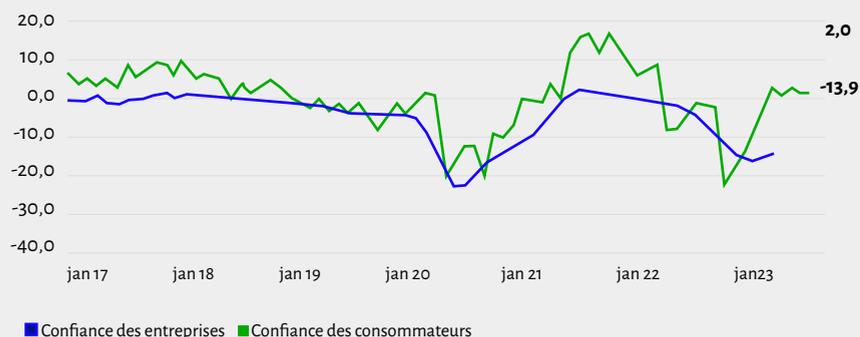


Soutien inefficace des pouvoirs publics pendant la crise ukrainienne

La Flandre a débloqué 4,3 milliards d'euros pour soutenir l'économie et la société pendant et après la pandémie de coronavirus. Durant la crise ukrainienne, le gouvernement flamand a été beaucoup moins présent et les mesures de soutien ont été beaucoup plus limitées que dans les pays voisins comme la France ou l'Allemagne. En conséquence, la confiance des entreprises a chuté à un niveau historiquement bas.

Confiance des entreprises et des consommateurs

Flandre, courbe brute synthétique globale, corrigée des variations saisonnières, données mensuelles



Politique de subventions et de licences trop lourde et trop lente

Les instruments de subvention flamands deviennent de plus en plus complexes, inadéquats et exigeants. Citons notamment les conditions supplémentaires telles que la présentation d'un plan climatique. En outre, le paysage des subventions est très fragmenté, la numérisation de l'administration publique progresse lentement et les délais de traitement des demandes de permis restent également trop longs. L'une des conséquences est que la Flandre ne parvient pas à apporter un soutien maximal aux chaînes de valeur clés.

La division des marchés publics favorable aux PME

Les PME et les entreprises de niche n'ont souvent pas la capacité d'assumer la totalité d'un marché public. En revanche, elles sont parfaitement en mesure de prendre en charge une ou plusieurs parties. La division des grands marchés en lots est donc favorable aux PME. Les clauses environnementales encouragent quant à elles les chaînes courtes, ce qui donne un avantage aux entreprises locales.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Accélérer les procédures d'obtention des permis

Actuellement, les procédures d'obtention des permis sont trop lourdes et trop longues. Agoria vise à réduire le délai réel à trois mois. Cependant, il est essentiel de restreindre les possibilités de recours, qui sont actuellement excessives et prolongent indéfiniment les demandes.

#2 Agoria considère également qu'il est urgent de réduire les effectifs et de poursuivre la numérisation de l'administration (voir également le chapitre Economie circulaire et environnement).

#3 Réorienter la politique flamande de subventions en fonction des secteurs stratégiques identifiés.

#4 Respecter les délais de paiement

En plus de raccourcir les délais de paiement, il faut insister sur le respect des délais actuels par les adjudicateurs. Agoria recommande également aux pouvoirs publics de prolonger les délais de soumission et de réduire le temps de traitement.

#5 Faire en sorte que la circularité soit prise en compte dans les appels d'offres

Avec la plateforme d'approvisionnement durable, nous sommes sur la bonne voie, mais nous pouvons et devons faire mieux. La politique flamande en matière d'achats durables et innovants mérite d'avoir toutes les opportunités et doit être poursuivie.

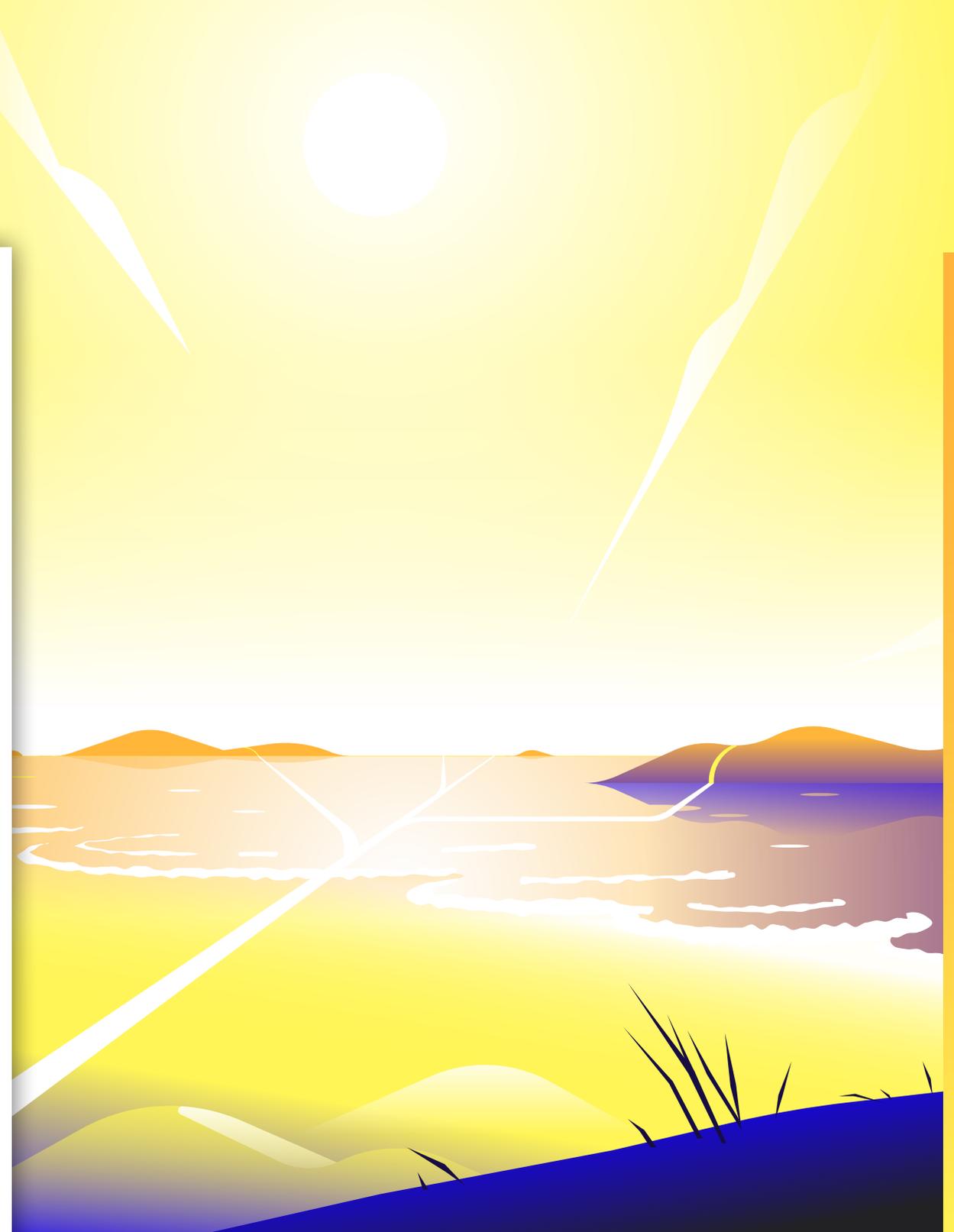
Commerce international

Positionner la Flandre
au niveau mondial en tant
que leader de l'innovation



Il est temps de changer de route

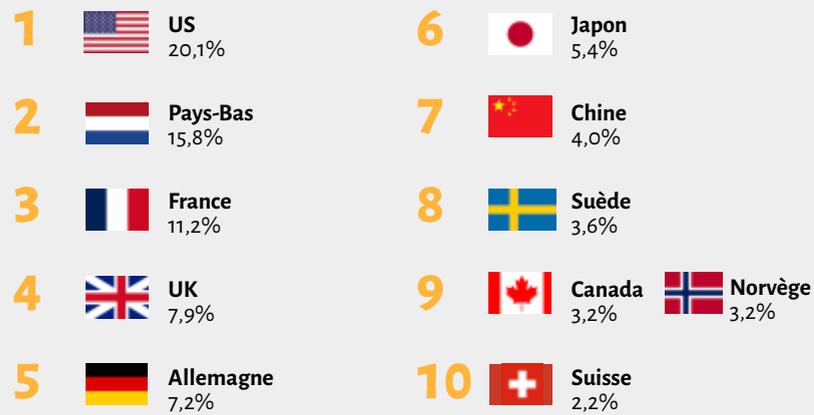
Malgré la pandémie et la crise ukrainienne, la Flandre a connu des années record d'investissements étrangers en 2021 et 2022. Notre région est très appréciée pour sa R&D et fait partie du groupe européen des leaders de l'innovation. Mais nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers, car à l'étranger, les entreprises ne restent pas inactives elles non plus.



Les meilleures années pour les investissements étrangers

Les entreprises étrangères ont investi 5,26 milliards d'euros en Flandre en 2022, un record historique. Plus de 20 % de ces sommes ont été investies dans la capacité de production et près de 20 % dans la recherche et le développement. Au total, 278 projets d'investissement ont permis de créer 6 540 emplois supplémentaires.

Principaux investisseurs en Flandre

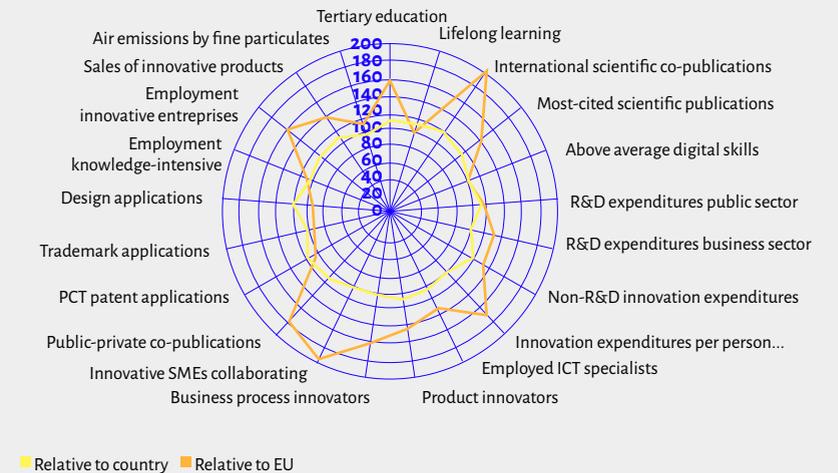


Forte promotion à l'étranger

Selon le Regional Innovation Scoreboard, qui compare 240 régions de l'UE, la Flandre est un leader en matière d'innovation :

La Flandre, une région innovante

Selon le tableau de bord de l'innovation régionale (RIS), qui compare 240 régions de l'UE, la Flandre est un leader en matière d'innovation.



La compétitivité n'est pas une évidence

Le monde évolue rapidement et les autres régions ne restent pas inactives elles non plus. Pour maintenir – voire renforcer – notre position de région d'innovation de premier plan, nous devons donc être créatifs et, surtout, proactifs.

45 % des exportations flamandes sont destinées à nos pays voisins, à savoir la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Deux tiers environ restent à l'intérieur des frontières de l'UE-27. La Commission européenne prévoit toutefois que 85 % de la valeur ajoutée sera réalisée en dehors de l'UE d'ici la fin de la décennie. Une opportunité et une menace à la fois pour la Flandre...

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Utiliser la politique commerciale comme pilier de la politique industrielle

Cela vaut tant pour les exportations que pour les importations. Ainsi, nous préconisons des accords commerciaux ambitieux mais aussi la diversification de nos importations en vue d'une autonomie stratégique ouverte.

#2 Ratifier les accords commerciaux existants et en conclure de nouveaux

Le fait que seule une minorité d'entreprises flamandes commercialisent également leurs services ou leurs produits en dehors de l'UE constitue une menace potentielle pour notre région. Pour abaisser ce seuil, Agoria préconise de ratifier les accords commerciaux existants et d'en conclure de nouveaux. La Flandre reconnaît à juste titre la nature stratégique des accords de libre-échange. Il faut donc imposer la ratification en Belgique par le biais du comité de concertation et, le cas échéant, rendre le conflit d'intérêts possible.

#3 Mettre en place des mécanismes de contrôle nationaux

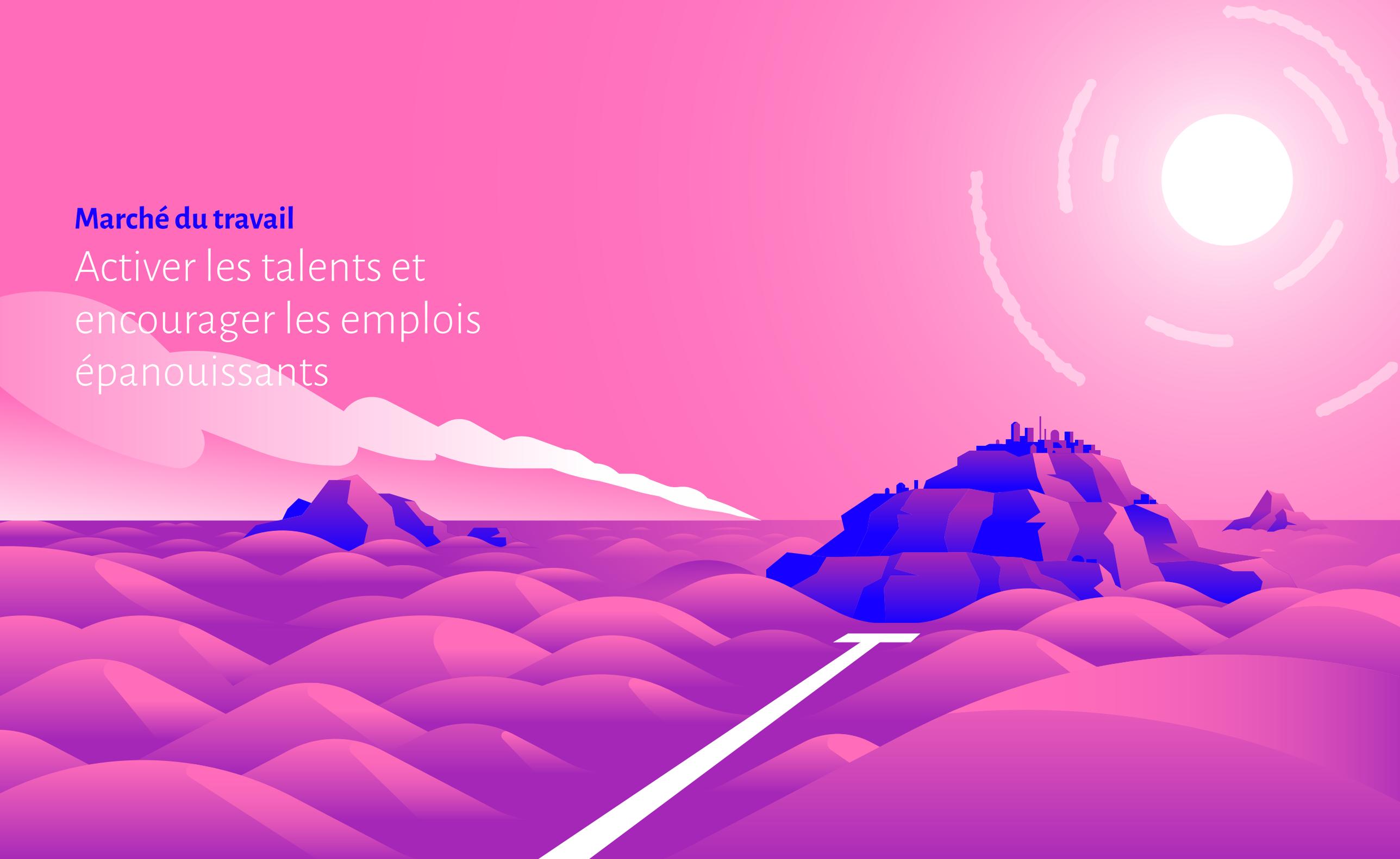
L'UE a adopté un mécanisme contraignant d'échange d'informations internes sur les investissements directs étrangers. Cela nécessite des mécanismes de contrôle nationaux combinés à une coordination européenne sûre et bien huilée. Agoria, en collaboration avec la FEB, le réseau VOKA, l'UWE et BECI, continue d'insister sur la nécessité d'une analyse comparative approfondie avec les pays voisins, par exemple en ce qui concerne les délais d'exécution. Un tel filtrage nécessite un soutien à la fois humain et numérique, auquel Agoria estime que les prochains gouvernements devraient accorder la priorité. Si la complexité de notre structure étatique entrave le bon fonctionnement des mécanismes de contrôle, nous risquons de perdre des investissements au profit des pays voisins.

#4 Renforcer le fonctionnement des attachés technologiques

Agoria est satisfaite de la nomination des attachés technologiques au cours de cette législature. Elle considère qu'il est possible de renforcer davantage les attachés technologiques en optimisant la coopération avec d'autres organisations (y compris l'agence VLAIO) et en alignant davantage le fonctionnement de ces attachés sur les besoins des entreprises flamandes.

Marché du travail

Activer les talents et
encourager les emplois
épanouissants



Il est temps de changer de route

D'ici 2030, 80 % des Belges devraient être en âge de travailler. Concrètement, cela signifie que 570 000 personnes supplémentaires arriveront sur le marché du travail. Dans un marché du travail tendu, d'autres groupes cibles entrent dès lors en ligne de compte. En outre, la technologie offre de nombreuses possibilités d'accroître la faisabilité et la productivité des emplois.



La liste des métiers en pénurie s'allonge

La liste des métiers en pénurie s'est encore allongée en 2023. Elle compte 234 professions, soit 27 de plus que l'année dernière. Pour pouvoir ces postes vacants, nous avons besoin d'un nombre suffisant de talents possédant les compétences adéquates pour occuper un emploi de façon durable.

234

métiers en pénurie d'ici 2023. C'est 27 de plus que l'année dernière et graduellement, cela suffit pour parler d'une économie de métiers en pénurie en Flandre.

Encore trop de sous-emploi

D'une part, il y a le groupe des demandeurs d'emploi et des inactifs au sein de la population en âge de travailler ; d'autre part, 3,5 % des personnes ayant un emploi considèrent que le nombre d'heures qu'elles effectuent est inférieur à leurs heures de travail habituelles ou souhaitées (2022). Par exemple, certains travailleurs à temps partiel préféreraient travailler plus d'heures et certains travailleurs à temps plein travaillent temporairement moins d'heures (en cas de chômage économique ou force majeure par exemple).

Par rapport à 2019, c'est chez les personnes peu qualifiées et celles nées en dehors de l'UE-27 (+2,5 %) que le sous-emploi a le plus augmenté. Les hommes, les personnes hautement qualifiées et celles qui ne souffrent pas d'un handicap, d'une affection ou d'une maladie occupent le plus souvent un emploi dans lequel elles prestent le nombre d'heures de travail souhaité.

Enfin, seule une personne de 60 à 64 ans sur trois est encore active professionnellement. À partir du cap des 60 ans, réduire progressivement son temps de travail relève presque de la logique.

Rendre les emplois faisables : encore du pain sur la planche

Les chiffres les plus récents montrent que seule la moitié des salariés trouvent leur travail faisable. Pour l'autre moitié, le stress, le manque de motivation, l'insuffisance des possibilités d'apprentissage ou un mauvais équilibre entre vie professionnelle et vie privée compromettent cette faisabilité. Avec tous les risques que cela comporte... En matière d'emploi durable aussi, il reste beaucoup de progrès à faire.

Feuille de route pour une prospérité durable

#1 Activer par la différenciation

Lier les allocations de chômage à la formation

Faire de l'effort de formation ciblé un facteur déterminant dans le système d'octroi et de durée des allocations de chômage, en fonction de la formation suivie par le demandeur d'emploi. Ainsi, les personnes qui se retrouvent au chômage (temporairement) peuvent compter sur une allocation de demandeur d'emploi raisonnable. Au fil du temps, des conditions supplémentaires sont liées par étapes à l'allocation. Ces conditions doivent renforcer la position du bénéficiaire sur le marché du travail. Si une personne cesse de chercher du travail ou de renforcer ses compétences, l'allocation diminue également. Après 2 ans pour une personne qui ne peut pas justifier de 20 ans d'expérience professionnelle, après 3 ans pour une personne qui peut justifier de 20 ans d'expérience professionnelle.

Étendre la réduction de l'ONSS à d'autres groupes cibles

Agoria souhaite une extension de la réduction groupe-cible ONSS pour l'emploi de chômeurs de longue durée et de personnes très éloignées du marché du travail. L'ambition : réduire de moitié le nombre de jeunes de 15 à 24 ans sans emploi ni études, pour atteindre 3,5 % d'ici 2030.

Évaluer l'expérience « leerjobs »

Agoria demande que l'expérience en cours en matière de « leerjobs » (emplois-formation en Flandre) – dans lesquels la formation est entièrement dispensée dans les locaux de l'employeur – soit évaluée et que les limites d'âge soient adaptées.

#2 Maintenir les collaborateurs actifs grâce à l'apprentissage sur le lieu de travail

Reconnaître la formation spécifique à l'entreprise dans les incitants à l'apprentissage tout au long de la vie afin que les entreprises deviennent aussi des écoles. Agoria demande que l'évaluation de la formation professionnelle individuelle (FPI) soit considérée comme un point de départ et que les autres formes d'apprentissage sur le lieu de travail au sein du VDAB soient limitées en nombre. En outre, Agoria souhaite l'extension et la poursuite du droit à l'initiative conjointe pour le congé de formation flamand. L'ambition est d'enregistrer chaque année 10 % de nouveaux utilisateurs/entreprises.

#3 Déployer la technologie pour des emplois faisables

La technologie peut apporter une aide pour les tâches physiquement exigeantes (par exemple, soulever des objets) ou mentalement exigeantes (par exemple, les actions répétitives). C'est pourquoi Agoria préconise de transférer les ressources du travail d'étude à la mise en œuvre efficace des technologies d'assistance. Outre l'amélioration de la faisabilité du travail, la technologie peut également accroître la productivité.

#4 Encourager la migration économique et la mobilité interrégionale

L'afflux supplémentaire de talents devra provenir de la migration économique et de la mobilité interrégionale. Plus précisément, Agoria souhaite donc une expansion de la migration économique basée sur le niveau de formation avec une procédure d'accueil raccourcie pour les professions en pénurie. La poursuite de la collaboration axée sur les résultats entre Actiris, le Forem et le VDAB est également cruciale pour pourvoir les postes en pénurie. Enfin, la liste des métiers en pénurie pour la migration économique est désormais trop limitée et n'est mise à jour que tous les deux ans. Nous demandons que cette liste soit élargie sur la base des besoins réels en main-d'œuvre et qu'elle soit mise à jour tous les six mois.

#5 Renforcer la plateforme Working in Belgium

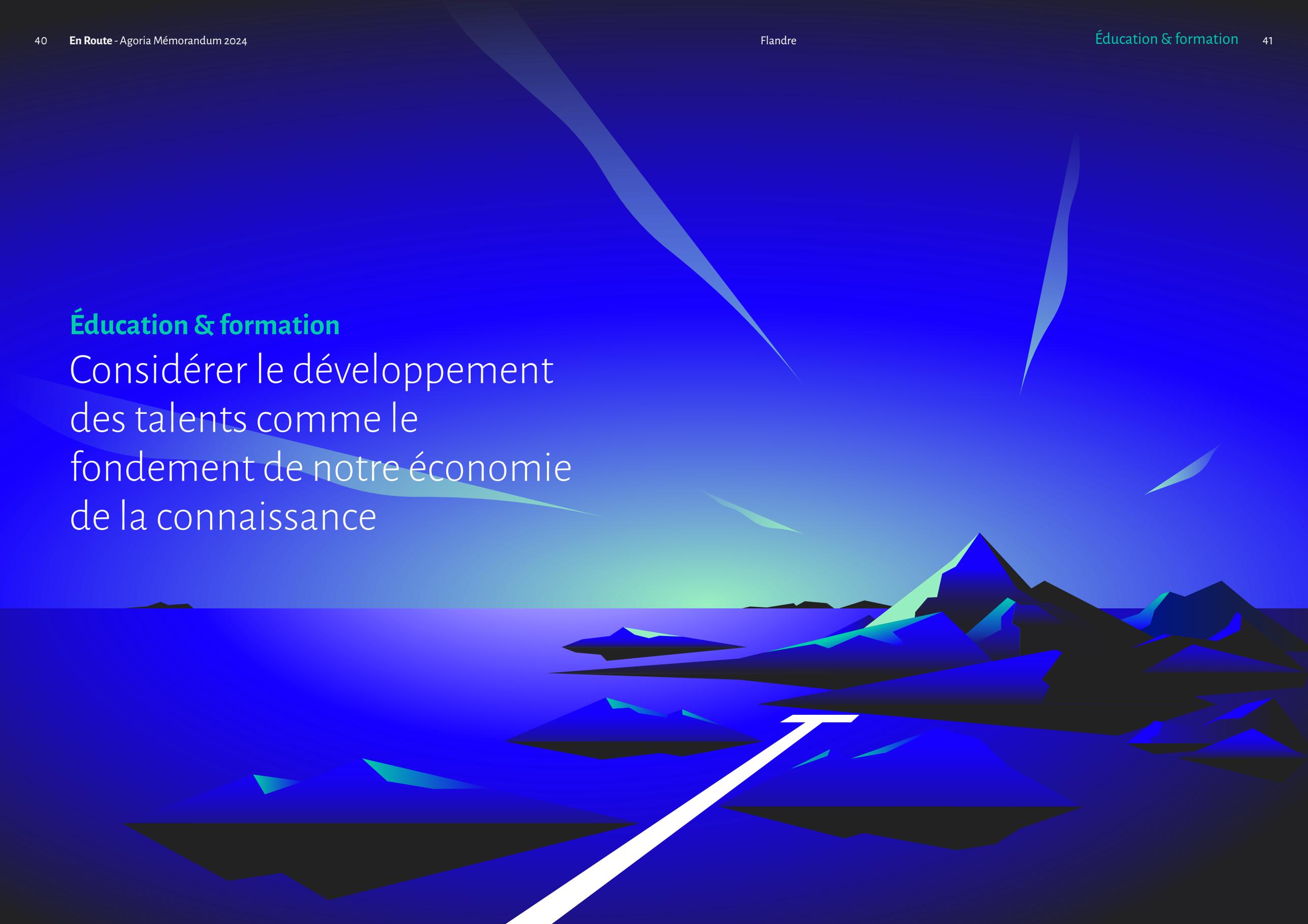
Nous devons continuer à développer la plateforme commune Working in Belgium pour le traitement des demandes de séjour. Il faut donc libérer un budget dès le début de la législature pour déployer et renforcer cette plateforme..

Technology for a better world

Depuis plus de cinq ans, Agoria est un fervent défenseur d'une analyse approfondie du futur marché du travail à travers le projet Be The Change lancé en 2018. Dans notre stratégie de durabilité également, l'ambition initiale s'articule, entre autres, autour de l'emploi durable et de l'engagement de créer 40 000 emplois supplémentaires entre 2020 et 2030, soit 16 emplois/jour ouvrable. Les recommandations citées ci-dessus devraient créer le cadre qui soutient cet engagement.

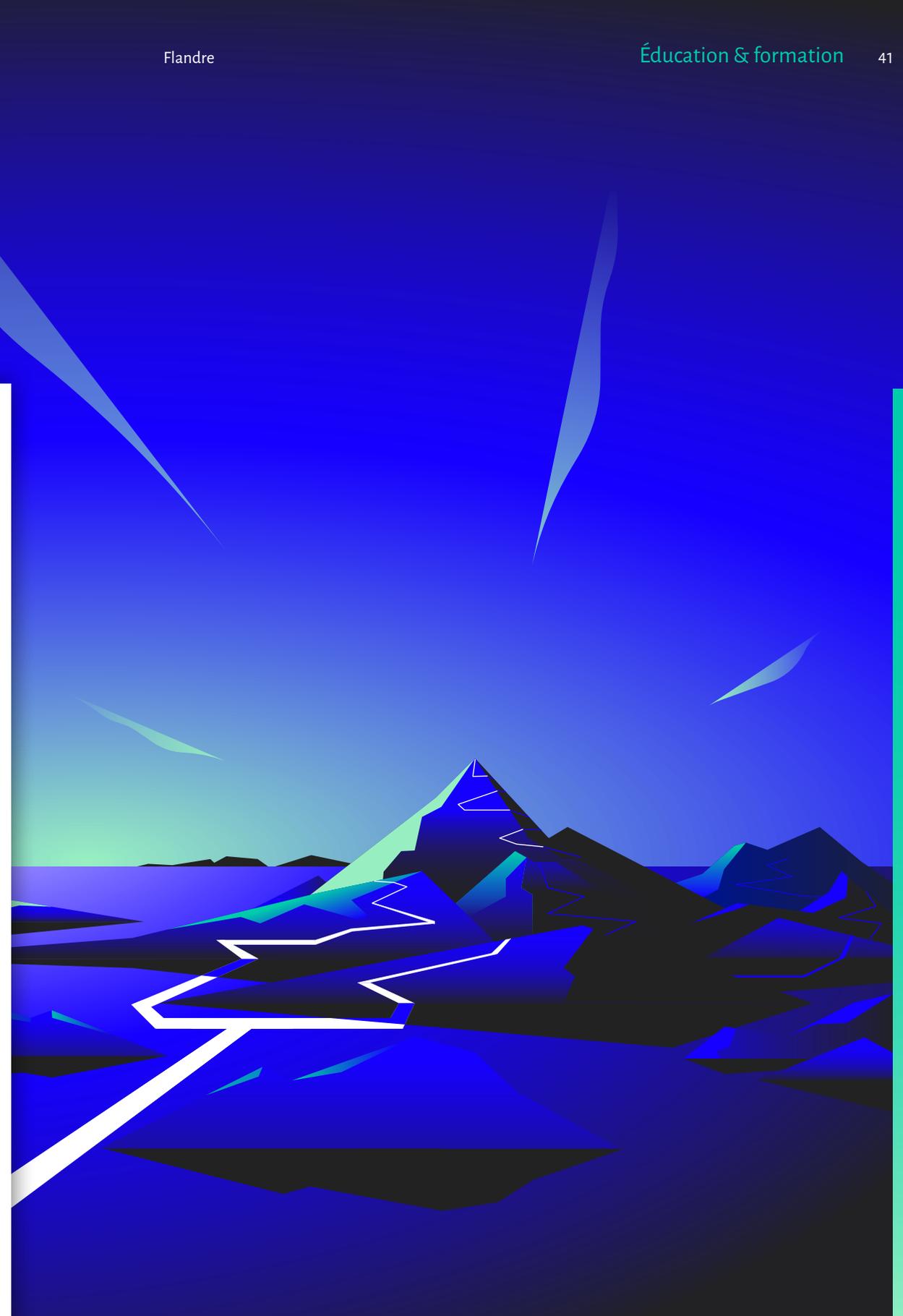
Éducation & formation

Considérer le développement des talents comme le fondement de notre économie de la connaissance



Il est temps de changer de route

Il n'y a pas d'économie de la connaissance sans développement des talents, tant par la formation initiale que par l'apprentissage tout au long de la vie sur le lieu de travail. En outre, l'essor rapide des nouvelles technologies et la transition écologique exigent un système d'apprentissage adaptatif qui maximise les possibilités de reskilling et d'upskilling pour les employeurs et les travailleurs. Mais il semble que ce soit là que le bât blesse.



Notre pays descend encore dans le classement PISA

Les chiffres montrent qu'il y a beaucoup de progrès à faire dans plusieurs domaines. Les classements PISA indiquent que, tant en mathématiques qu'en compétence à la lecture, le niveau baisse année après année en Belgique et que les élèves de sixième année obtiennent des résultats de moins en moins bons en néerlandais et en mathématiques.

En outre, les chiffres révèlent que de nombreux jeunes quittent prématurément l'école sans qualification. Au cours de l'année scolaire 2020-2021, 8.271 des 69.063 élèves (12 %) de l'enseignement secondaire ont quitté l'école prématurément. Il s'agissait principalement de jeunes âgés de 17 et 18 ans inscrits dans l'enseignement secondaire professionnel, l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel et l'enseignement spécialisé¹.

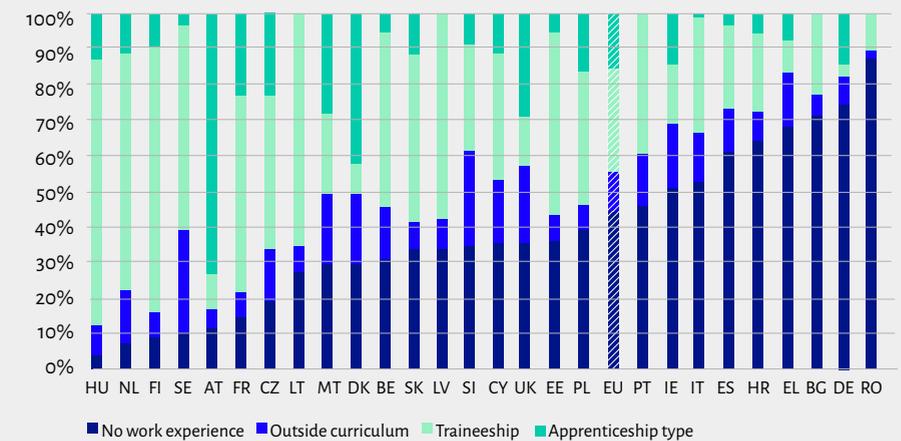
Nous observons une tendance similaire pour la participation à l'apprentissage tout au long de la vie. L'année dernière, un Flamand sur cinq âgé de 25 à 64 ans a suivi une formation (19,9 % en 2021 contre 19,6 % en 2020).

¹(Source https://dataoep-publiek.vlaanderen.be/QuvAJAXZfc/notoolbar.htm?document=LP-Publiek%2FPubliek_VSV.qvw&host=PubliekQVS%40cwv100163&anonymous=true).

Inadéquation entre la formation et le marché du travail

Les chiffres de l'OCDE de 2019 montrent que chez 28,7 % des Belges (32,2 % en moyenne pour l'Europe), on observe une « inadéquation du domaine d'études » : la dernière formation ne correspond pas au secteur d'emploi de la personne. L'apprentissage sur le lieu de travail est donc indispensable pour améliorer l'alignement entre formation et marché du travail. À noter toutefois que la part de l'apprentissage sur le lieu de travail est nettement plus faible en Flandre que dans d'autres régions européennes.

Part de la population en apprentissage sur le lieu de travail dans des formations axées sur le marché du travail (15-34 ans) (niveau de qualification 3-4)



Roadmap pour une prospérité durable

#1 Investir non pas plus, mais différemment

Rentabiliser l'apprentissage sur le lieu de travail

Tout d'abord, rationaliser l'offre en ne proposant que des formations en alternance dans l'enseignement technique et professionnel. Adapter également les matières à la réalité du marché du travail beaucoup plus rapidement en limitant le processus d'adaptation des qualifications professionnelles à trois mois, en intégrant des rôles, en prévoyant des profils génériques et en rendant la traduction en formations plus flexible. En outre, Agoria propose d'intensifier l'apprentissage sur le lieu de travail en y intégrant 10 % des cours des enseignements secondaire et supérieur chaque année.

Accorder une plus grande marge de manœuvre aux directions d'école

Pour ce faire, il convient de faire appel à des fournisseurs d'EdTech afin de maximiser l'utilisation du matériel numérique dans les programmes d'apprentissage. Agoria demande également que le statut d'enseignant en alternance soit ancré, que les emplois flexibles soient autorisés dans le secteur de l'enseignement et que le financement par composantes soit approuvé.

#2 Réaliser les compétences numériques et STEM

Outre la connaissance des applications technologiques et numériques actuelles, les travailleurs doivent également être en mesure de faire face au changement et aux innovations futures. Il faudra davantage d'experts en STEM pour développer et mettre en œuvre les technologies, mais il convient également d'accorder une attention suffisante à l'alphabétisation STEM. Il est indispensable d'intégrer les compétences numériques dans la formation des enseignants afin de garantir une éducation de base à chaque élève et étudiant. Enfin, il convient de faire en sorte que les formations STEM soient fondées sur des données probantes afin que les actions puissent être ajustées de manière ciblée grâce à l'utilisation de méthodes d'enseignement numériques.

#3 Développer un système d'apprentissage inclusif qui incite à l'excellence

Les régions de la connaissance qui obtiennent de bons résultats en matière d'apprentissage tout au long de la vie se targuent d'avoir un système d'apprentissage

ouvert : chaque citoyen peut apprendre à n'importe quel moment de sa carrière d'apprentissage, sans aucune restriction en matière de formation continue.

Parallèlement, la formation continue est la responsabilité partagée de l'individu, de l'employeur et du gouvernement.

Agoria demande que soit rendue obligatoire une orientation scolaire non contraignante lors du passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire. Par la suite, chaque jeune doit se voir offrir toutes les opportunités. À cette fin, il est nécessaire d'ouvrir la discussion sur les conditions préalables à un report de l'âge d'obligation scolaire et de compléter l'offre de formation par un master professionnel.

Reconnaître les entreprises comme des fournisseurs de formation et prévoir des comptes individuels d'apprentissage et de carrière à cette fin. Les prestataires de formation devraient quant à eux faire en sorte que leurs formations soient axées sur la demande et autofinancée plutôt que subventionnée.

#4 Réduire les structures des pouvoirs publics à l'essentiel

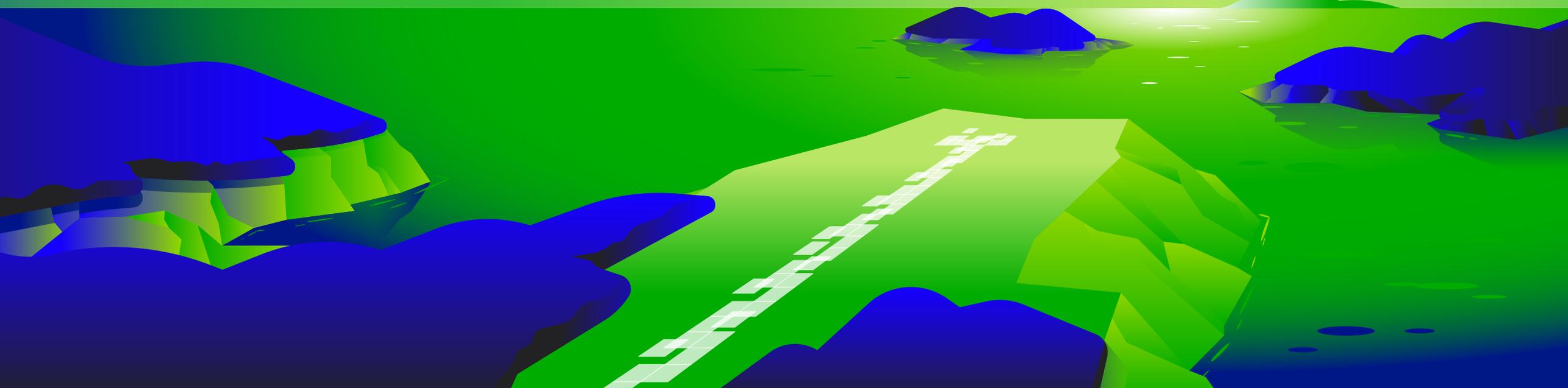
Outre les priorités au niveau du contenu, Agoria demande également des structures stables et légères. Nous souhaitons que le VDAB se recentre sur ses tâches principales et adopte un rôle de leadership clair. Cela lui permettra de se concentrer sur le contrôle de la qualité, les partenariats, la gestion des comptes liés à la médiation et à la formation, ainsi que sur l'innovation et la préparation de la politique en collaboration avec ses partenaires.

Technology for a better world

L'éducation et la formation sont également au cœur de la stratégie de durabilité d'Agoria. L'industrie technologique est un employeur important et souhaite créer et pourvoir des emplois supplémentaires dans les années à venir. Nous considérons qu'il est de notre devoir d'offrir au plus grand nombre de personnes possible des emplois de valeur sur un marché du travail sain, en accordant une attention particulière au développement personnel et à l'employabilité durable.

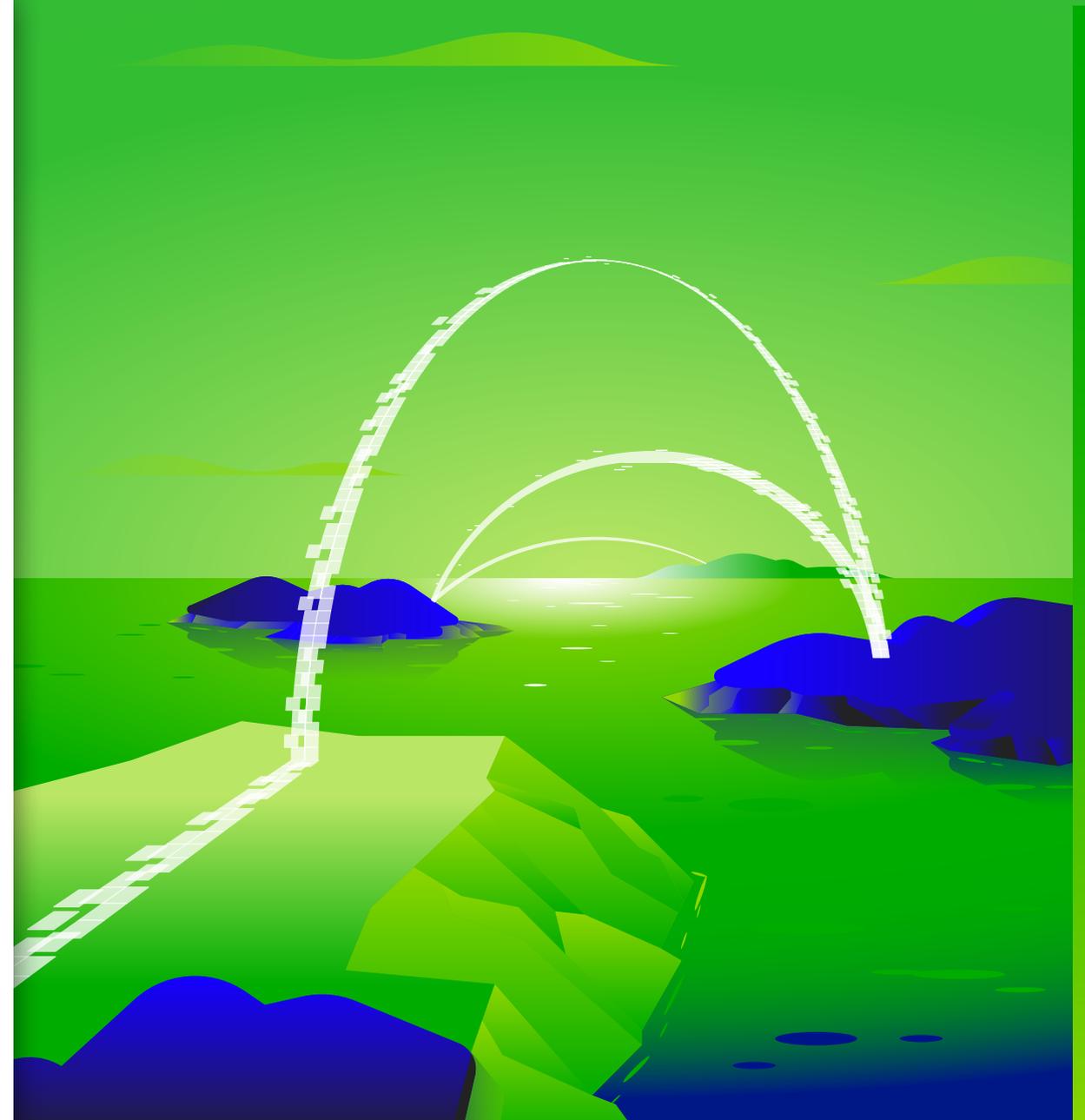
Digitalisation

Cap sur la décennie numérique



Il est temps de changer de route

L'importance économique de la technologie numérique ne peut être sous-estimée. En même temps, il s'agit là d'un indicateur de la réactivité d'une région face aux défis sociaux, économiques ou climatiques. Malheureusement, notre pays perd du terrain dans le contexte européen. C'est pourquoi Agoria souhaite une stratégie numérique ambitieuse pour la Flandre, en accord avec les champs d'action européens et en collaboration avec les autres Etats membres.



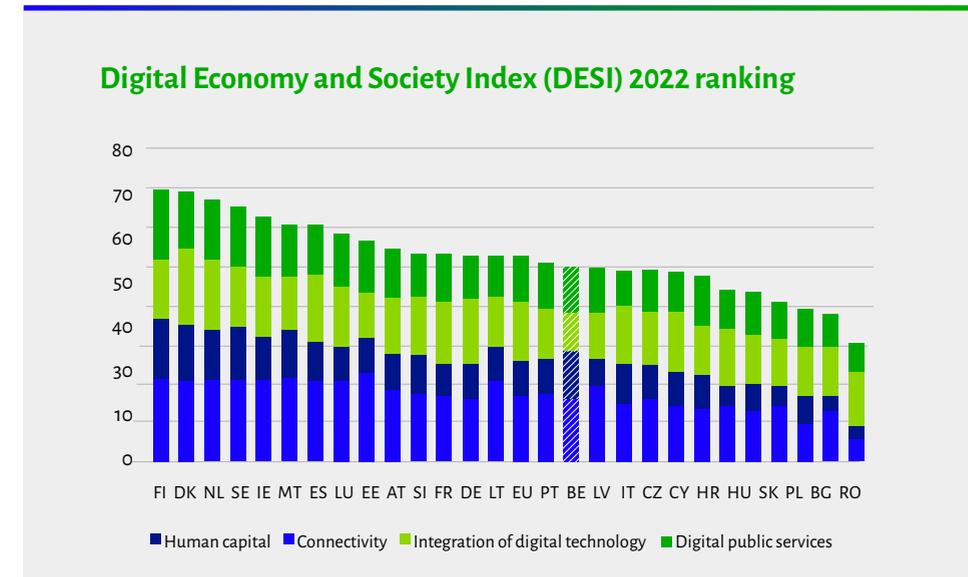
Toute l'économie se numérise

Sur dix ans (2012-2022), l'emploi dans le secteur des TIC a augmenté de près d'un tiers. En outre, plus de 60 % des experts numériques travaillent dans d'autres secteurs, tels que la finance, les services publics ou l'industrie. En d'autres termes : la numérisation est omniprésente.



Chute de la 5e à la 16e place

Pour mesurer les progrès de l'économie et de la société numériques des États membres, l'UE a mis au point l'indice de l'économie et de la société numériques (DESI). Malgré quelques progrès, la Belgique perd constamment du terrain dans cet indice. Plus précisément, notre pays est passé de la 5e place en 2005 à la 16e en 2022. Alors que l'Espagne, par exemple, est montée de la 17e place en 2015 à la 7e en 2022, grâce à une politique numérique forte et ambitieuse (par exemple [España Digital 2026](#)).



Des initiatives telles que « Vlaanderen Radicaal Digitaal II » sont positives, mais insuffisantes. Si notre pays aspire à revenir dans le top 5 d'ici 2030, les ambitions flamandes doivent également être revues à la hausse et une coopération plus étroite avec les autres États membres est également une nécessité absolue.

La voie à suivre vers la décennie numérique de l'UE : 4 domaines d'action pour 2030

#1 Compétences numériques

Au 13^e rang, notre pays se situe juste au-dessus de la moyenne européenne (DESI). Cependant, nous restons à la traîne en ce qui concerne la proportion de diplômés en TIC - 2,2 % contre une moyenne européenne de 3,9 %. Malgré les actions du gouvernement (par exemple Digisprong) et les initiatives des acteurs privés, il y a un manque de compétences numériques de base et d'experts - en particulier dans les domaines de la cybersécurité et de l'IA/des données. La Flandre doit de toute urgence passer à la vitesse supérieure pour relever ce double défi.

Il est également important d'encourager et de cartographier les formations « non régulières » et de faire en sorte que les entreprises fassent appel à ce type de formation. En plus, il faut tenir compte de l'impact des formations « non régulières » (axées sur la demande) pour l'indice DESI.

#2 Infrastructure numérique sécurisée

Pour une économie et une société numériques saines, des réseaux de télécommunications fixes et mobiles puissants et sécurisés sont indispensables. Cependant, le nombre de cyberattaques en Belgique a augmenté de 37 % entre 2019 et 2021. Il est donc grand temps de s'attaquer au manque de maturité en matière de cybersécurité dans les secteurs public et privé, ainsi qu'à la pénurie d'experts en cybersécurité (environ 4 000 postes vacants en Belgique, tous secteurs confondus).

#3 Accélération numérique des entreprises

Nouvelles technologies, données et innovation

Les nouvelles technologies (IA, Web 3.0, 5G, blockchain, XR/VR, cybersécurité, etc.) et l'économie des données gagnent en importance, offrant des solutions à une série de défis sociétaux et économiques. En outre, le principal défi pour la Flandre aujourd'hui n'est pas tant de créer de nouvelles start-ups que de faire prospérer les start-ups et scale-ups innovantes existantes.

Accélération numérique au sein des PME

65 % des PME belges ont au moins un niveau de numérisation de base, alors que la moyenne européenne est de 55 %. Mais nous ne devons pas rester les bras croisés, l'activation des chefs d'entreprise reste une priorité.

Digital4Sustainability

La technologie numérique est l'une des clés d'une société plus durable (voir par exemple l'étude [Digital4Climate](#) d'Agoria et Accenture). Mais il reste encore une large marge d'amélioration : seulement 56 % des entreprises belges ont une intensité moyenne à élevée d'actions vertes basées sur les TIC - par rapport à une moyenne européenne de 66 % (DESI).

#4 Digitalisation des services publics

Malgré quelques progrès, la Belgique reste en dessous de la moyenne européenne (DESI), se classant à la 16^e place. Cependant, la Flandre a pris de sérieuses mesures avec « Vlaanderen Radicaal Digitaal II », ce qui lui a permis de se hisser à la 10^e place du classement régional DESI. Les pouvoirs publics flamands doivent cependant continuer à investir, entre autres, dans la numérisation de l'administration et l'e-santé, en tandem avec le monde des entreprises.

Roadmap pour une prospérité durable

Agoria plaide en faveur d'une stratégie numérique forte et horizontale, coordonnée entre les différents niveaux de gouvernement, à l'image de l'España Digital 2026, et dirigée par un numéro 1 ou 2 (Vice-ministre-président) du gouvernement.

#1 Élargir l'offre de formation pour les experts numériques et les compétences de base

- Consolider l'écosystème des fournisseurs de formation publics (par exemple, les universités, les centres de formation) et commerciaux afin d'accroître l'offre de formation et sa qualité dans le domaine du numérique. Citons notamment l'IA, les données, la cybersécurité et l'informatique quantique. L'[European Cyber Skills Academy](#) et le [Campus Cyber](#) français sont des sources d'inspiration possibles.

- Encourager également les formations « non régulières » notamment en les répertoriant (mapping). Prendre également en compte l'impact des formations « non régulières » (axée sur la demande) pour l'indice DESI.
 - Intégrer les compétences numériques à tous les niveaux et dans toutes les directions de la formation, en mettant l'accent sur l'IA, la cybersécurité et l'éthique numérique, entre autres.
- (Voir aussi les chapitres éducation et formation et [Marché du travail](#))

#2 Sécuriser l'infrastructure numérique

- Engager une campagne d'activation ambitieuse et coordonnée aux niveaux régional et national, ciblant les responsables des secteurs public et privé, afin qu'ils adoptent un plan de cybersécurité/résilience.
- Soutenir conformément à l'European Chips Act une « Chips Valley » : un écosystème d'acteurs publics (par exemple l'imec) et privés dans le créneau des semi-conducteurs. Encourager également une coopération plus générale entre l'imec et les entreprises flamandes.
- Télécommunications : voir le chapitre [Télécommunications](#)

#3 Faciliter l'accélération numérique pour les entreprises

Nouvelles technologies, données et innovation

- Réunir des fournisseurs numériques et des PME pour des projets autour de technologies innovantes (par exemple, IA, Metaverse/Web 3.0, 5G, blockchain) ou de l'innovation sociale (voir le modèle Start AI).
- Élargir le fonctionnement d'Athumi afin de faciliter les projets b2b, en plus des projets b2g2c actuels. Travailler sur un modèle d'entreprise durable à long terme afin que les investisseurs privés se joignent également au projet et rechercher des collaborations européennes pour que la technologie solide soit largement adoptée.
- Augmenter l'impact du programme « [Scaleup Flanders](#) » par des mesures concrètes, y compris un financement gouvernemental accru pour les start-ups et les scale-ups (par ex. PMV), une stratégie gouvernementale « Buy from startups » ou une plus grande visibilité internationale (cf. la stratégie « [French Tech](#) »).
- Évaluer et optimiser l'Industriepartnerschap pour le numérique.

Réorganiser et renforcer les programmes de numérisation des PME

Outre la sensibilisation et la formation, un programme ambitieux devrait mobiliser les chefs d'entreprise autour des stratégies numériques et de la gestion du changement (voir le « [SME Digitalisation Plan](#) » en Espagne).

Digital4Sustainability

- Investir dans des solutions numériques pour réduire l'empreinte carbone dans les secteurs de la mobilité, de l'énergie et de la construction (investissement public) – voir le chapitre [Energie & climat](#).
- Mettre en place un programme de durabilité pour soutenir les PME dans leurs processus de transformation (« [Klimaatsprong voor de Vlaamse Industrie](#) »), y compris avec les technologies numériques.

#4 Promouvoir la numérisation des services publics

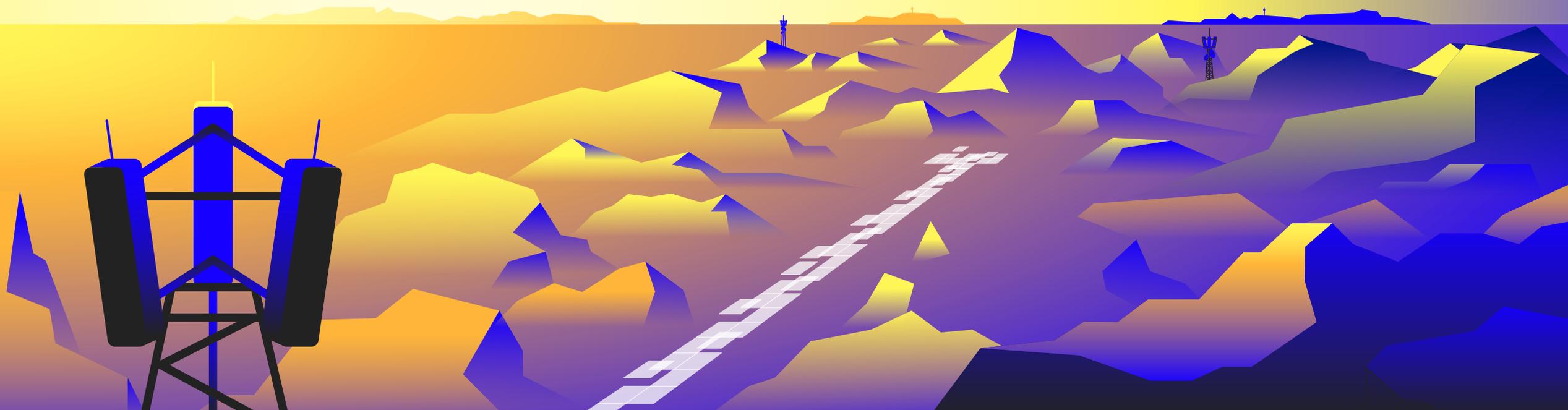
- Agoria souhaite accélérer la digitalisation complète des processus clés, tels que le déménagement, afin d'améliorer la vie des citoyens et des entreprises, et ce, de manière transversale entre le niveau fédéral et les Régions et en collaboration avec le secteur numérique.
- Protéger le rôle des secteurs privé et public, en évitant la concurrence abusive et déloyale des services informatiques des pouvoirs publics vis-à-vis du secteur privé. Promouvoir, renforcer et mettre en œuvre les solutions privées existantes qui ont fait leurs preuves et encourager la coopération entre les secteurs public et privé.
- Soutenir l'innovation numérique et l'utilisation des données dans le secteur de la santé. Élaborer une vision et un financement structurel pour l'innovation dans le secteur de la santé et un programme cohérent et efficace pour mieux utiliser et partager les données de santé.

Technology for a better world

La transition numérique touche plusieurs des 12 domaines d'impact de la stratégie de développement durable d'Agoria : les technologies pour l'emploi durable, une économie de données rationalisée, l'action climatique, la numérisation et l'éthique, la transparence et la cybersécurité. Une numérisation réfléchie peut contribuer à une plus grande durabilité, à la transparence et à la tranquillité d'esprit. Elle n'est pas une fin en soi, mais un moyen idéal pour créer un impact positif.

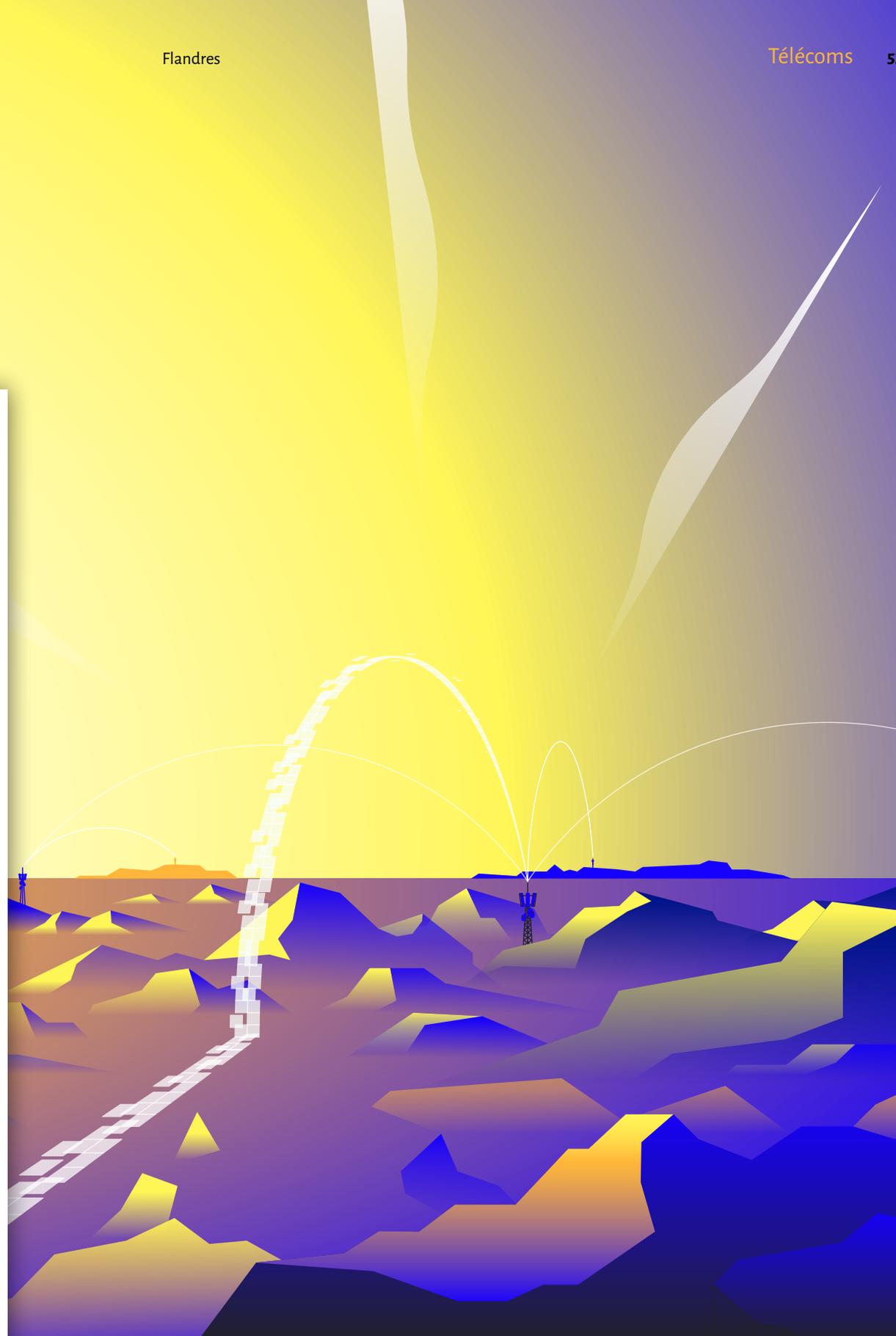
Télécoms

Faciliter le déploiement d'une infrastructure numérique de pointe



Il est temps de changer de route

Avec une solide épine dorsale numérique, un pays accroît la compétitivité de ses entreprises et le bien-être de chaque citoyen. Le déploiement de la 5G, de la fibre optique et des réseaux gigabit ultra-rapides joue un rôle clé à cet égard. L'industrie et le secteur des télécommunications sont prêts, mais des réglementations complexes menacent de bloquer la voie vers une meilleure connectivité. Conséquence : la Flandre a du retard à rattraper par rapport aux autres pays européens.



Accélération du déploiement de la 5G, des réseaux gigabit et de la fibre optique

Les enchères 5G étant désormais clôturées, les cinq opérateurs mobiles – Proximus, Orange, Telenet, Citymesh et NRB – sont passés à l'action. Le secteur s'est engagé à couvrir 99 % du territoire d'ici 2025.

Pour être rentables, les normes de rayonnement ne doivent pas être excessivement strictes par rapport aux normes ou recommandations internationales. Depuis l'année dernière, les normes flamandes ont été fixées pour le rayonnement électromagnétique des antennes émettrices fixes. Une norme de rayonnement cumulative est utilisée : si les signaux de plusieurs antennes émettrices sont mesurés, les champs électriques doivent être additionnés selon une formule fixe.

Notre réseau de télécommunications fixes est l'un des plus performants d'Europe. Des initiatives visant à déployer un réseau de 1Cbps pour atteindre l'objectif européen sont en cours en Flandre depuis la fin de l'année 2019. En outre, tous les opérateurs consacrent d'importants budgets au déploiement de la fibre optique, une activité à forte intensité de capital.

Proximus a pour objectif de connecter plus de 4 millions de ménages et d'entreprises à la fibre optique d'ici 2028. De leur côté, Telenet et Fluvius s'associent pour déployer le FttH et poursuivre la modernisation du réseau HFC. Enfin, Orange et VOO ont élaboré un plan stratégique industriel pour moderniser le réseau HFC et déployer la fibre.

Explosion de règles, de charges et d'obligations

Le secteur des télécommunications investit massivement pour doter notre pays d'une infrastructure numérique de pointe. Les autorités, quant à elles, doivent mettre en place un cadre réglementaire qui encourage ces investissements au lieu de les freiner.

2,31 milliards d'euros

investis par le secteur des télécommunications en 2022, un montant record. Au cours de cette décennie, l'investissement total dans les réseaux fixes et mobiles atteindra 15 milliards d'euros.

Ces dernières années, cependant, on a assisté à une explosion de nouvelles règles, charges financières et obligations administratives – imposées par l'Europe et notre structure étatique complexe. De nouvelles obligations sont ajoutées année après année, qu'il s'agisse de rapports environnementaux plus stricts, de nouvelles règles pour le changement de fournisseur d'accès à l'internet ou de compensations pour les interruptions de service. En outre, plus de 100 communes flamandes perçoivent aujourd'hui des taxes sur les pylônes. Toutes ces règles et charges pèsent sur la rentabilité du secteur des télécommunications.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Créer une feuille de route stratégique pour les télécommunications

Selon Agoria, une telle planification est indispensable au déploiement harmonieux des réseaux de télécommunications fixes et mobiles. Il est important que la feuille de route soit élaborée par les différents niveaux d'autorités et en consultation avec le secteur des télécommunications.

#2 Mettre en œuvre le programme European Digital Decade et le Connectivity Policy Program

Opter pour un déploiement strict et harmonisé aux niveaux fédéral et régional.

#3 Créer un cadre fiscal favorable

Dans l'esprit de l'EECC européen et du GIA, Agoria appelle à la suppression de tous les impôts, taxes, redevances, rétributions et toute autre indemnité, y compris sur les réseaux mobiles et fixes.

#4 Mettre en œuvre la recommandation européenne concernant la norme radio de rayonnement de 41 V/m.

#5 Aller vers une simplification administrative

Procéder à un examen du cadre réglementaire, puis élaborer un plan de simplification administrative.

#6 Mettre en place un programme d'innovation stimulant en matière de connectivité

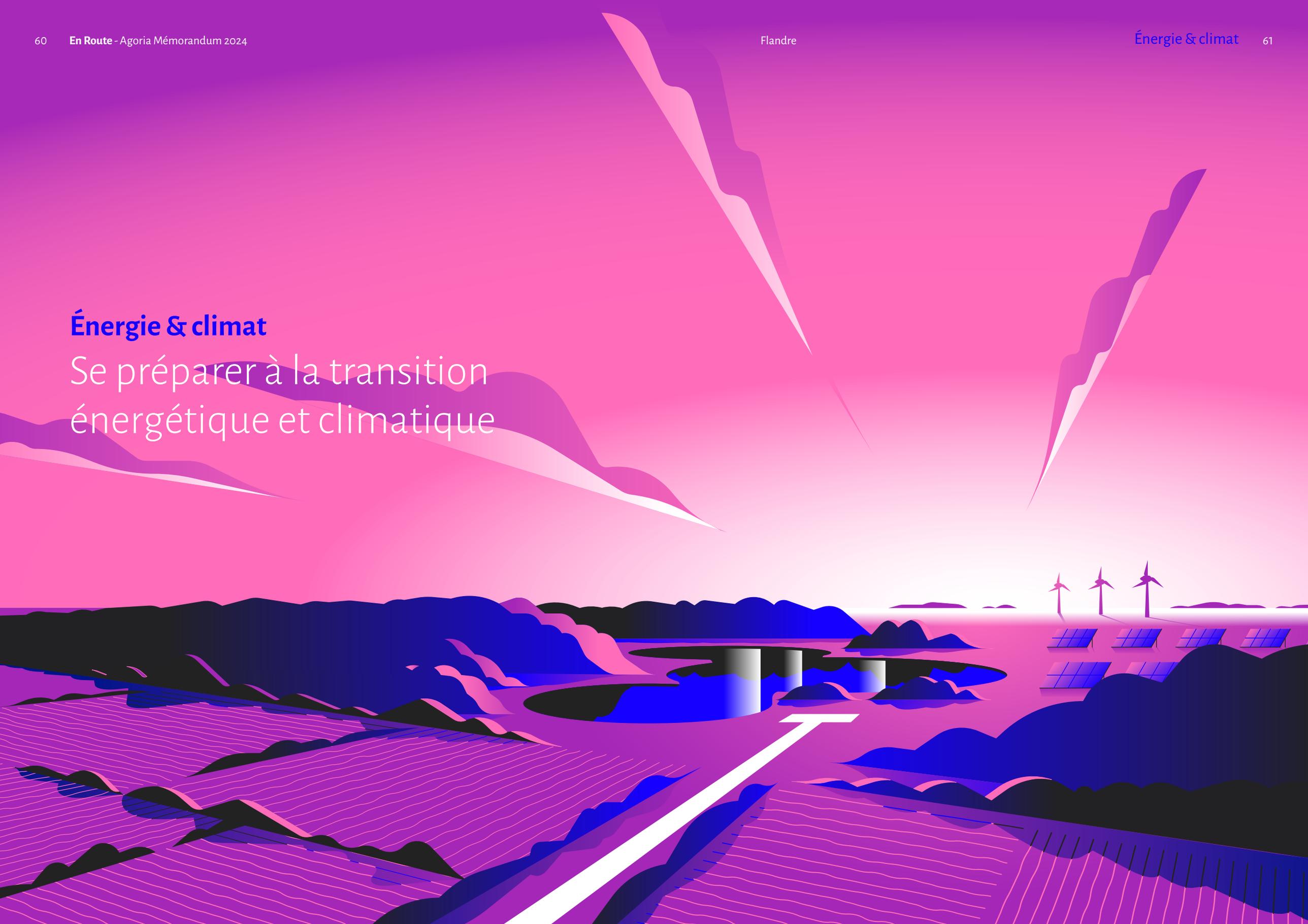
Pour les futurs réseaux à haute capacité, tels que la 5G et la fibre optique.

Technology for a better world

Les télécommunications sont au cœur de la stratégie de développement durable d'Agoria. Dans le monde complexe et changeant d'aujourd'hui, l'industrie technologique vise à résoudre les problèmes. Nous développons des technologies qui accélèrent la numérisation de la société et soutiennent l'économie des données. Parallèlement, nous nous efforçons d'atténuer les effets négatifs de la numérisation.

Énergie & climat

Se préparer à la transition
énergétique et climatique



Il est temps de changer de route

Bien que la sécurité de l'approvisionnement relève de la compétence fédérale, les Régions jouent un rôle crucial dans le déploiement des énergies renouvelables, la réalisation des objectifs non-ETS (tels que les transports, les bâtiments et les industries de toutes tailles) et les investissements dans le réseau de distribution. Bien que la Flandre ait réalisé de grands progrès dans ces domaines, il est maintenant nécessaire d'accélérer le rythme afin d'atteindre les objectifs de Fit for 55.



Déploiement complet des énergies renouvelables

Le 12 mai 2023, le gouvernement flamand a approuvé une mise à jour du Vlaams Energie- en Klimaatplan (VEKP, plan flamand pour l'énergie et le climat). Les objectifs en matière d'énergie et de chaleur renouvelables sont ambitieux, surtout si l'on considère que l'énergie renouvelable ne représentait que 9,2 % de la consommation finale brute d'énergie en 2021.

Depuis 2019, les progrès sont constants mais insuffisants. En particulier en matière d'énergie verte, nous avons encore d'énormes efforts à faire. La production d'énergie éolienne et solaire doit doubler (à +/- 18 %) entre 2021 et 2030. Un défi de taille, mais qui n'est pas supérieur à la moyenne quand on sait que l'UE a un objectif de 32 %.

Le gouvernement flamand a récemment pris plusieurs initiatives susceptibles d'avoir un impact sur les entreprises. Il suffit de penser à la discussion autour des bénéfices excédentaires et de la rentabilité des certificats d'énergie verte (CEV). Ou encore à l'obligation pour les entreprises dont la consommation d'électricité est supérieure à 1 GWh de produire une certaine part d'électricité à l'aide de panneaux solaires à partir de 2025. Ces dispositions ont été prises à la lumière de la crise énergétique et ont souvent été imposées aux entreprises de manière rapide et inattendue, entraînant des questions relatives à la sécurité juridique. En outre, les nouveaux accords de politique énergétique (APE) sont en vigueur depuis le 1er janvier 2023. Ils sont valables jusqu'au 31 décembre 2026. Leur objectif est d'amener et de maintenir l'efficacité énergétique du plus grand nombre possible d'entreprises grandes consommatrices d'énergie au niveau le plus élevé du monde.

L'engagement en faveur du climat sensibilise l'opinion publique

En 2021, les émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs ESR¹ (principalement la mobilité et les bâtiments) en Flandre ont diminué de 13 %, passant de 50,5 millions de tonnes d'équivalents CO₂ en 2005 à 43,7 millions de tonnes d'équivalents CO₂ en 2021. Cependant, l'objectif est de -40 % d'ici 2030 (par rapport à 2005). En d'autres termes, sur une période deux fois plus longue, la Flandre exprime une ambition deux fois plus élevée. Autrement dit, les efforts doivent être presque multipliés par 4.

Construction sans impact sur le climat

Il ne suffit donc pas d'en faire plus. Le gouvernement flamand l'a également compris et a pris de bonnes mesures et des décisions décisives, notamment en ce qui concerne le parc immobilier. Songeons par exemple :

- à l'introduction de l'obligation de rénovation (2022).
- au renforcement des Maisons de l'énergie en tant que points de contact centraux.
- aux initiatives lancées pour rendre les bâtiments publics climatiquement neutres à un rythme accéléré, les autorités donnant ainsi l'exemple.

Agoria soutient ces initiatives, notamment par le biais de notre projet Klimaatneutraal bouwen, de nos propres recherches et études en collaboration avec le professeur Albrecht. Grâce aux mesures prises, la sensibilisation de la société à la nécessité d'une (re)construction climatiquement neutre a déjà considérablement progressé. Les propriétaires sont davantage conscients de l'importance d'agir (par exemple pour préserver la valeur de leur bien et être correctement informés). La prochaine législature sera l'occasion de transformer cet état d'esprit en actions (de rénovation) concrètes.

¹ Règlement sur le partage de l'effort

Mobilité

La Flandre travaille sur une mobilité plus durable, par le biais d'initiatives régionales et locales. Par exemple, des travaux sont en cours pour le déploiement de stations de recharge, de zones à faibles émissions, d'infrastructures cyclables et de mesures incitatives pour les déplacements domicile-travail. Plusieurs projets de mobilité ont été réalisés dans le cadre du Fonds de résilience et de relance et du plan d'action « Clean Power for Transport ». Cela a permis d'accélérer la mise en place, par exemple, de stations de recharge publiques en Flandre et d'un certain nombre de pistes cyclables.

L'ambition est de disposer de 35 000 stations de recharge publiques en Flandre d'ici 2025. Cela représenterait un progrès considérable par rapport à la situation en 2020, où nous avions à peine quelques milliers de stations de recharge.

Cependant, le problème des embouteillages en Flandre subsiste malgré la pandémie, le télétravail ou les prix élevés des carburants. Le trafic a légèrement diminué, mais les embouteillages ont atteint des sommets ces dernières années. Les données du Vlaams Verkeercentrum, centre flamand de contrôle du trafic, par exemple, montrent qu'en septembre 2022, les embouteillages sur les routes principales flamandes ont représenté en moyenne 917 kilomètres-heure, le chiffre le plus élevé pour ce mois depuis que les mesures prises en 2011. Cette situation doit changer.

Il est temps de passer à un tax shift vert

Pour faciliter tous ces aspects, il est également nécessaire d'instaurer un tax shift vert. Une étude d'Agoria et de Climact montre que, par rapport à d'autres pays, la Belgique est le pays qui pénalise le plus l'électricité par rapport aux secteurs des énergies fossiles. Ceci est pernicieux non seulement pour la rentabilité et le déploiement des pompes à chaleur et des véhicules électriques, mais aussi pour l'électrification des processus industriels.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Energie

Infrastructure de réseau intelligente

- Faciliter la poursuite du déploiement des compteurs intelligents afin de promouvoir le partage d'énergie entre les entreprises et de répondre à la demande croissante de flexibilité et à la décentralisation de la production d'énergie.

Partage d'énergie

- Encourager le partage d'énergie entre les entreprises.
- Simplifier l'administration
- Autoriser également les réseaux privés, indépendants du réseau de distribution public.

Échange de données numériques

- Créer une plateforme d'échange de données provenant des compteurs numériques (par exemple, échange de données quart-horaires des entreprises entre Fluvius et VEKA). La disponibilité des données permet aux autorités d'adapter rapidement et efficacement la politique énergétique.

Permis d'exploitation des énergies renouvelables

- Garantir un processus administratif harmonieux qui encourage la réalisation de projets d'énergie renouvelable. La sécurité juridique est un facteur important à cet égard.

Simplification de la réglementation et des rapports

- Impliquer et questionner les secteurs et les entreprises de manière plus proactive lors du lancement de nouvelles initiatives et obligations (par exemple, l'obligation photovoltaïque).

#2 Bâtiments

Mesures actuelles nécessitant un engagement supplémentaire

- Finaliser les exigences minimales basées sur le label de performance ciblant le marché de la location.
- Faire évoluer le CPE vers un certificat de bâtiment à émission zéro (ZEB) conformément aux nouvelles exigences de la directive sur la performance énergétique des bâtiments (DPEB).
- Découvrir comment les technologies de la construction augmentent la productivité avant de les déployer plus largement en fonction des résultats obtenus.
- S'appuyer sur le Netwerk Klimaat et le Pacte local pour l'énergie et le climat (PLEC).
- Accélérer la rénovation climatique des bâtiments publics par le biais du Netwerk Klimaat et de la VEB.
- Développer les capacités de conseil en matière de rénovation climatique auprès des propriétaires en renforçant les Maisons de l'énergie.

Nouvelles mesures

- Développer un plan d'investissement public transversal pour le parc immobilier au cours des 10 prochaines années, lié au Vlaams Energie- en Klimaatplan (VEKP).
- Élaborer un parcours de professionnalisation pour le cadre du CPE afin qu'il remplisse son rôle dans le cadre d'une politique climatique tournée vers l'avenir.
- Mettre en place un guichet unique regroupant toutes les ressources disponibles en matière de conseils en rénovation.
- Introduire un CPE obligatoire pour tous les bâtiments, quel que soit le moment de la transaction.
- Établir des rapports semestriels sur la proportion de bâtiments climatiquement neutres destinés au Parlement flamand.
- Lancer une plateforme comme le Netwerk Klimaat pour les logements sociaux.
- Mettre en œuvre un tax shift vert.

#3 Mobilité

Traiter les problèmes de congestion en vue d'une transition vers la mobilité multimodale

- Introduire une tarification routière intelligente pour tous les véhicules.
- Investir dans des infrastructures de circulation intelligentes.
- Déployer la gestion dynamique du trafic.

Réduire l'impact de la mobilité sur le climat et l'environnement

- Lancer le déploiement d'infrastructures de ravitaillement et de recharge pour le transport de marchandises à zéro émission.

Investir dans une infrastructure de mobilité durable et à l'épreuve du temps

- Investir dans des infrastructures de circulation numériques et connectées tournées vers l'avenir.
- Préciser le rôle de l'hydrogène dans la mobilité dans le cadre de la Vision flamande de l'hydrogène et, si cela se justifie, fournir l'infrastructure nécessaire pour l'hydrogène.

S'engager en faveur de l'innovation, de la formation, de la numérisation et des nouvelles technologies pour la mobilité de demain

- Soutenir la navigation autonome en mettant en place l'infrastructure nécessaire et un cadre législatif approprié.
- Fournir les incitants nécessaires pour une mise à niveau ciblée dans certains secteurs tels que le transport maritime.

Travailler ensemble à une politique de mobilité cohérente et efficace

- Renforcer l'écosystème de la navigation intérieure en Belgique.

Économie circulaire & environnement

Retour aux sources :
rationaliser la politique
environnementale et saisir
les opportunités circulaires



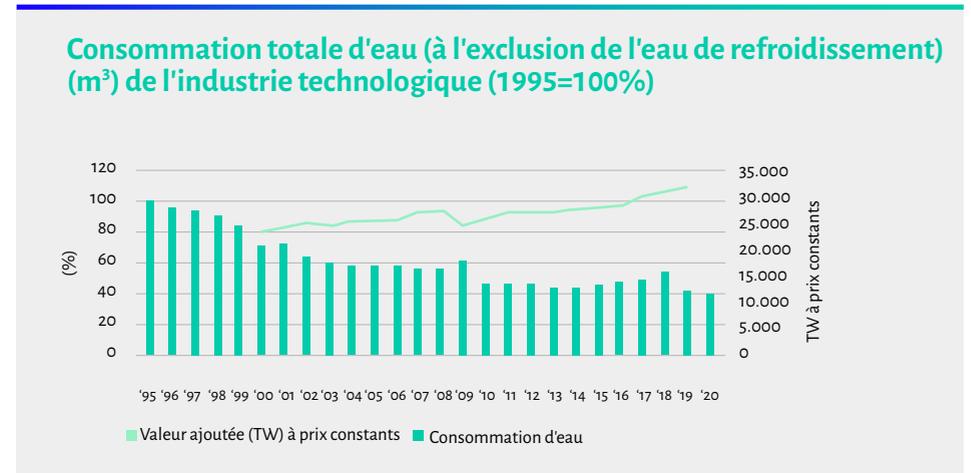
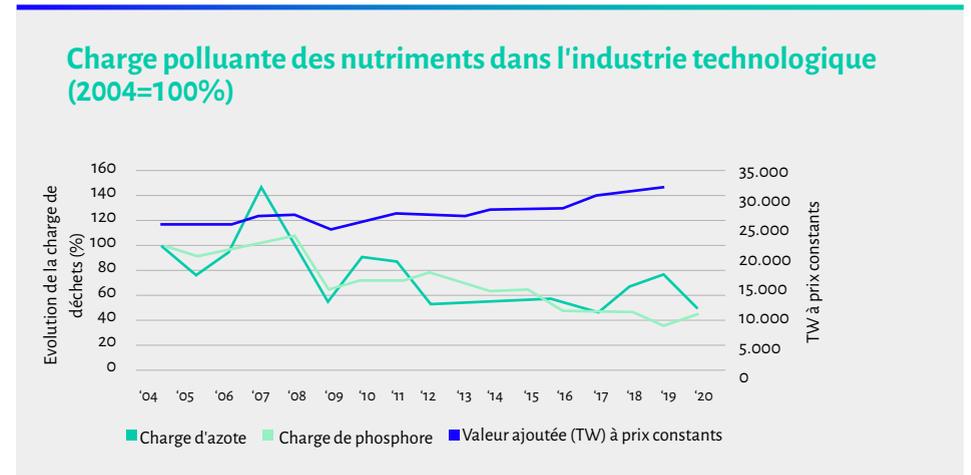
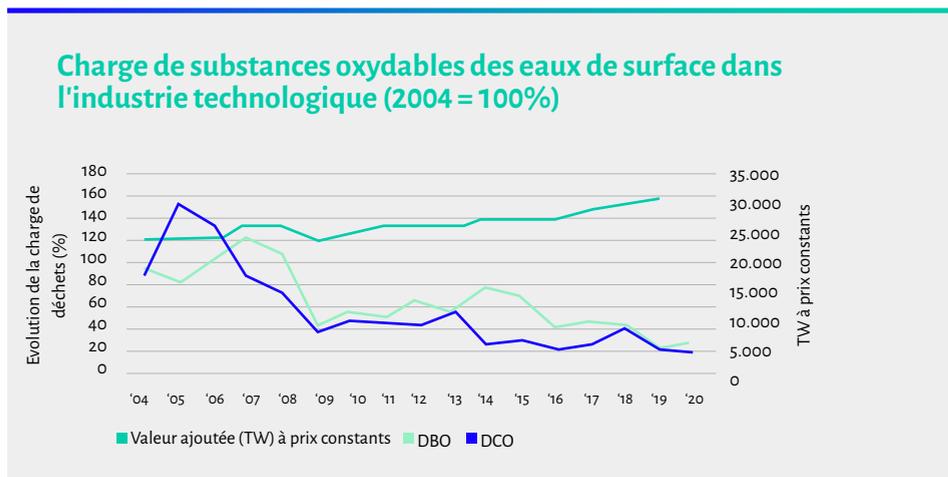
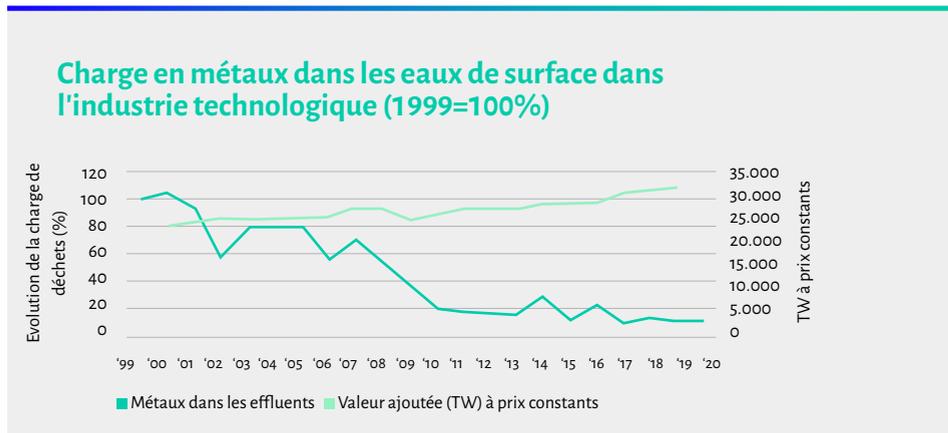
Il est temps de changer de route

La politique environnementale flamande s'est sans cesse complexifiée ces dernières années. Des règles et une administration plus détaillées, sans pour autant contribuer efficacement à la réduction de la pression sur l'environnement. Agoria souhaite un retour rapide à l'essentiel : des procédures plus rapides, des recours limités, moins de gold plating et des règlements clairs. Dans le domaine de l'économie circulaire, la Flandre devrait jouer un rôle de pionnier, même si une bonne coordination entre les régions et le niveau européen est indispensable.



L'impact environnemental de l'industrie technologique diminue

- La charge métallique dans les eaux usées a diminué de 90 % par rapport à 1999.
- La demande chimique et biologique en oxygène a diminué d'environ 65 % par rapport à 2004.
- La charge d'azote montre une tendance à la baisse.
- La charge en phosphore, malgré une brève augmentation (2017-2019), montre également une tendance à la baisse.
- La consommation globale d'eau a considérablement diminué au fil des ans.



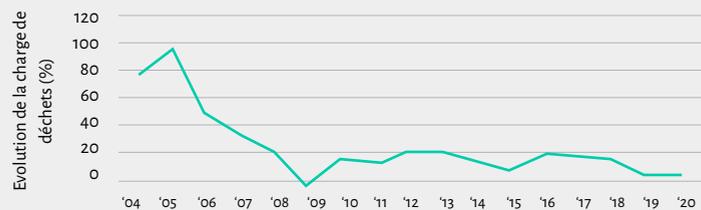
Notre industrie a également fait beaucoup de progrès en matière d'émissions atmosphériques au cours des 20 dernières années :

- Les émissions de particules fines restent relativement constantes et ont diminué de plus de 60 %. Toutefois, avec 2 % des émissions industrielles totales de particules, la contribution de l'industrie technologique est très limitée. 70 % des émissions de particules fines de l'industrie technologique proviennent du groupe des entreprises à forte intensité énergétique et à fort impact environnemental.
- Les émissions de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) sont principalement liées aux activités de traitement de surface des métaux. La contribution de l'industrie technologique représente environ 11 % des émissions industrielles totales.

Émissions de COVNM dans l'industrie technologique (2004=100%)



Émissions de particules dans l'industrie technologique (2004=100%)



Le fait que notre impact sur l'environnement diminue depuis des années est dû aux nombreux investissements réalisés par les entreprises. Nous prévoyons une tendance à l'aplanissement à l'avenir. En d'autres termes, il sera difficile d'obtenir une nouvelle baisse.

La réglementation et l'administration pèsent sur les entreprises

- Au niveau de chaque entreprise, des conditions de plus en plus strictes apparaissent. Elles vont bien au-delà des meilleures techniques disponibles au niveau européen.
- L'enchevêtrement administratif ne cesse de croître (déclarations, formulaires, etc.) et les règles sont de plus en plus détaillées.
- L'absence de décisions claires est source d'incertitude pour les entreprises.
- Les procédures d'autorisation aboutissent souvent à des procédures d'appel. Cela crée une incertitude juridique.

La pollution zéro, un objectif difficile à atteindre

La politique européenne de pollution zéro pose des défis majeurs à la Flandre.

- La fragmentation de l'aménagement du territoire et la proximité des zones naturelles exercent déjà une pression sur les possibilités de croissance de l'industrie aujourd'hui.
- Une nouvelle diminution de l'impact sera très difficile à obtenir, précisément parce que les règles en Flandre sont déjà plus strictes aujourd'hui que dans le reste de l'Europe. Cela a déjà un impact sur la position concurrentielle de notre secteur et dissuade les entreprises d'investir.
- Les incertitudes entourant les permis, les délais de demande et les nombreuses obligations supplémentaires rendent particulièrement difficile l'expansion des activités industrielles existantes.

Le recyclage et la circularité comme opportunités

La Flandre est forte dans le domaine du recyclage des métaux non ferreux. Notre région dispose d'une capacité importante pour recycler les métaux critiques et stratégiques nécessaires à la transition énergétique. En outre, nous constatons que de plus en plus d'entreprises manufacturières utilisent leurs forces d'innovation pour explorer tout le potentiel de l'économie circulaire. Cela offre à la Flandre la possibilité de jouer un rôle de premier plan dans l'allongement de la durée de vie des produits et de rendre l'industrie technologique à nouveau plus agile et plus compétitive.

Feuille de route pour une prospérité durable

#1 Accélérer les procédures d'autorisation

La procédure d'autorisation est trop lourde et trop longue. Agoria fixe comme objectif un délai d'exécution effectif de trois mois. Mais avant tout, il faut garantir la sécurité juridique en réglant les dossiers en suspens et en limitant les recours importants.

#2 Renforcer les connaissances sur la politique environnementale européenne, y compris au niveau local

Cela donnera à la nature, à l'agriculture et à l'industrie de nouvelles possibilités de croissance commune. Désigner à cet effet un intendant flamand qui travaille de manière contraignante pour prendre des décisions fondées en bénéficiant d'un soutien suffisant. Fournir l'accompagnement nécessaire à cette transition, y compris pour l'industrie.

#3 Renforcer les connaissances sur la politique environnementale européenne.

Celle-ci évoluera dans les années à venir, passant de l'application des meilleures techniques disponibles comme base pour les limites d'émission aux impacts sur l'environnement et la santé. Cette évolution constitue un défi majeur pour la Flandre et les activités industrielles présentes. L'acquisition de connaissances permet de détecter la faisabilité et les défis à un stade précoce. Il convient de commencer par limiter l'impact et fixer des objectifs avant d'imposer des règles supplémentaires. Éviter le « gold plating » (par exemple, le calendrier, les exigences) pour continuer à attirer les investissements et rechercher d'emblée des partenariats et une concertation. Ce renforcement des connaissances s'applique également aux autorités locales, qui doivent souvent se prononcer sur des affaires environnementales complexes.

#4 Ne pas instaurer trop vite de nouvelles réglementations et/ou des réglementations plus strictes.

En effet, celles-ci imposent une charge supplémentaire, souvent administrative, aux entreprises et aux pouvoirs publics, sans valeur ajoutée pour l'environnement. Ne jamais perdre de vue l'essentiel : réduire la pression sur l'environnement. Établir des partenariats constructifs avec l'industrie afin d'atteindre les objectifs fixés.

#5 Simplifier dans la mesure du possible et alléger les obligations des entreprises afin de réduire la charge administrative.

Procéder à une analyse approfondie comme base de départ.

#6 Créer un guichet/portail/point de contact unique avec toutes les informations pertinentes pour les entreprises.

Quelques exemples : quelles sont les règles qui s'appliquent à moi ? Quel est le statut de mon permis ? Ai-je droit à des subventions ? Quelles sont les opportunités en matière d'appels d'offres ? Quelles sont mes obligations administratives ? Qui est mon point de contact ? Désignez un Milieu Relationship Officer, un responsable des relations environnementales, au sein du gouvernement comme point de contact permanent pour les entreprises. Demander les données une seule fois et centraliser toutes les informations au niveau de l'entreprise sur un seul portail. Supprimer les informations supplémentaires qui ne sont pas utiles ou pertinentes pour l'activité en question.

#7 Renforcer les connaissances au sein du gouvernement, y compris au niveau local.

Le niveau local doit souvent se prononcer sur des affaires environnementales complexes, mais ne dispose pas toujours des ressources et des connaissances nécessaires.

#8 En tant que pouvoirs publics, oser prendre des décisions rapides dans les cas difficiles.

Clarifier les choses en répondant dans un délai raisonnable d'un mois.

#9 Intégrer davantage de critères clairs de circularité lors des appels d'offres publics.

Inclure la prolongation de la durée de vie des produits et la prise en compte de leur fin de vie dans les appels d'offres. Accorder également une attention particulière à la numérisation et à l'interopérabilité entre les systèmes.

#10 Encourager une coopération étroite entre les régions pour accélérer l'économie circulaire.

L'approche régionale actuelle bloque la réflexion nécessaire sur le système de la chaîne de valeur. Prendre exemple sur la Flandre et travailler à une bonne coordination entre les régions, mais aussi au niveau belge et européen. C'est ainsi que nous pourrions réaliser efficacement les objectifs du Green Deal.

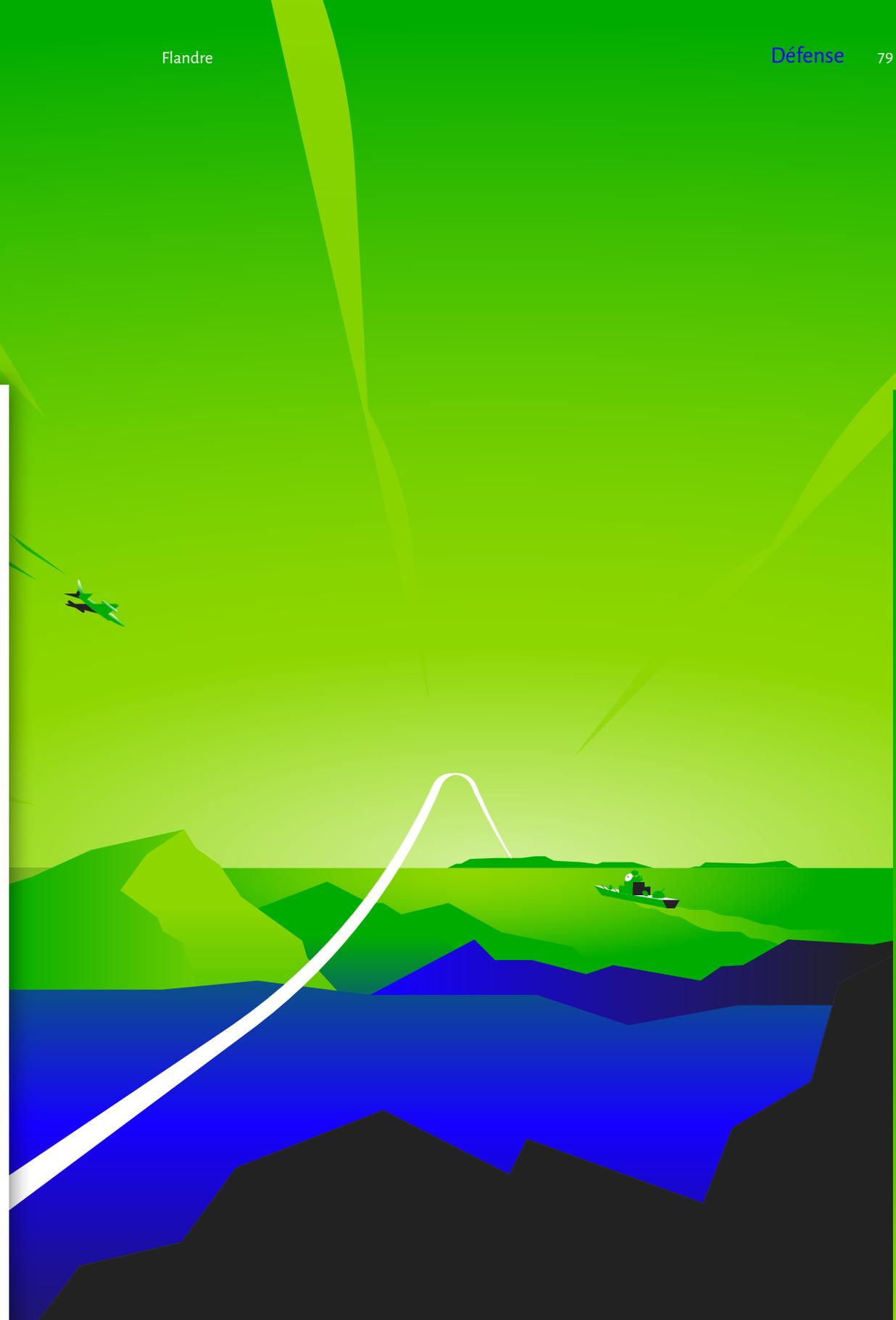
Défense

Offrir à notre industrie
de la défense des conditions
de concurrence équitables



Il est temps de changer de route

L'industrie de la défense dépend à 90 % des exportations. Pour éviter les abus, la position commune du Conseil européen fixe un certain nombre de critères minimaux pour l'exportation de biens militaires. Toutefois, chaque État membre les interprète différemment. Dans notre pays, ce sont les autorités régionales qui s'en chargent. Avec ses restrictions très strictes, la Flandre compromet non seulement la position concurrentielle de nos entreprises et leur attrait pour la participation aux programmes de collaboration de l'UE, mais aussi la contribution solidaire à une société sûre.



Désavantage concurrentiel dû à des interprétations divergentes

Les dispositions de l'UE relatives aux biens militaires sont transposées dans la législation des États membres ou de leurs États constitutifs. Cela donne lieu à diverses applications. Lorsque seuls les critères d'évaluation les plus stricts ou négatifs sont pris en compte dans l'évaluation, il en résulte un désavantage concurrentiel.

En Flandre, c'est très largement le cas. Des facteurs tels que l'impact sur la sécurité locale ou régionale, les décisions d'autres États membres ou la réalité économique des contrats de défense à long terme ne sont malheureusement pas systématiquement pris en compte.

Plus c'est strict, moins c'est attrayant

L'UE recherche l'autonomie stratégique, y compris pour le développement et la production d'équipements de défense. Plusieurs mécanismes de coopération et de financement ont déjà vu le jour à cette fin : le Fonds européen de défense pour la R&D, le futur EDIRPA (European Defence Industry Reinforcement through Common Procurement Act) et l'EDIP (European Defence Investment Program).

Toutefois, en cas de développement conjoint, les interprétations divergentes des conditions de l'UE créeront inévitablement des problèmes pour l'exportation en dehors de l'UE. Au final, cela conduira à l'exclusion des entreprises des États membres ou constitutifs ayant les réglementations les plus strictes, y compris, par conséquent, la Flandre.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Assurer une plus grande uniformité dans l'application des directives de l'UE

Agoria préconise de prendre également en compte des considérations positives, telles que l'impact sur la sécurité nationale et régionale (cf. Compas stratégique de l'UE). En plus des demandes d'exportation refusées, prendre également en compte les demandes autorisées par d'autres États membres.

#2 Créer un système d'application identique des règles d'exportation pour les équipements produits dans le cadre de programmes multinationaux par le biais d'accords intergouvernementaux préalables entre les États membres des entreprises participantes.

#3 Encourager l'acquisition de technologies locales pour les équipements produits dans le cadre de programmes multinationaux, en veillant aux équilibres régionaux.

Technology for a better world

La défense touche plusieurs domaines d'impact de la stratégie de durabilité d'Agoria. En tant qu'industrie technologique, nous voulons créer autant de valeur ajoutée que possible pour la société. Outre notre contribution économique à la prospérité et à l'emploi en Belgique, nous maximisons également notre valeur ajoutée sociale en contribuant à la sécurité de notre société et grâce à des développements technologiques qui trouvent également des applications dans le monde civil.



www.enroute2024.be